Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2021-10-1/ 2021-10-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Vendredi 1er octobre.

Dialogue RDC-UE : des « retombées positives » attendues dans les domaines de l'éducation, la santé et l'agriculture. Les travaux de ce dialogue portent sur trois dimensions : Gouvernance politique, économique et sécuritaire; l'environnement et gestion des ressources minières et non minières ; et enfin la dimension développement humain. Sama Lukonde, qui salue l'amélioration des relations diplomatiques vis-à-vis de la RDC, tient à ce que les apports de toute action de partenariat soient orientés dans le secteur que le gouvernement congolais s'est choisi à travers son programme défendu et adopté à l'Assemblée nationale.

Présidence de la CENI : l'Assemblée nationale accorde « 72 heures ultimes» aux confessions religieuses. «Un délai supplémentaire ultime de 72 heures » a été accordé jeudi 30 septembre aux confessions religieuses et à toutes les parties concernées pour désigner les animateurs de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Lors de la plénière de ce jeudi, le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso, a affirmé avoir accordé ce délai pour renforcer la cohésion et trouver une solution à la question de la mise en place des membres de la Commission électorale. Selon lui, ce sont les chefs religieux qui occasionnent le retard dans le processus de désignation des animateurs de la CENI. Le processus de désignation des membres de la CENI est au point mort. Six confessions religieuses disent avoir désigné un candidat, et c'est le nom de Denis Kadima qui est évoqué. **L'Assemblée nationale autorise la 9eme prorogation de l'état de siège.** Dans l'exposé des motifs, la ministre de la Justice, a justifié cette nouvelle prorogation par l'intensification des opérations militaires en cours dans les deux provinces concernées par l'état de siège.

Troubles à l'assemblée provinciale de l'Equateur. Le président de la société civile de l'Equateur, rapporte que ces échauffourées ont opposé la population qui accompagnait les députés du groupe G13, qui sont pour le départ du gouverneur Bobo Boloko. Il parle d'un mort et d'un blessé. « Il s'en est suivi des affrontements et des coups de feu ont été tirés. Selon nos enquêtes, il y aurait deux personnes blessées dont une femme qui a succombé à ses blessures ». Le député provincial rapporteur de l'assemblée provinciale de l'Equateur, membre du G7, groupe de sept députés présentés comme acquis à la cause du gouverneur, il n'y aurait « ni blessé, ni mort. Moi qui vous parle, on n'a rien trouvé ».

Les étudiants de l'Unikin éprouvent des difficultés d'accéder au Wi-Fi gratuit. « Pour y accéder, il faut être en ordre avec le payement de service RAM. Au moment où tu y accèdes, 3 heures après, la connexion s'arrête et il faut encore te reconnecter le lendemain. C'est comme ça que ça se passe. Le wifi gratuit RAM qui est installé ici à l'université de Kinshasa, la connexion est vraiment trop lente et avec cette connexion, c'est impossible de suivre les cours en ligne », a déploré un étudiant en génie informatique. Pour d'autres étudiants, le Wi-Fi ne règle pas leurs

problèmes. II ne leur permet pas de faire des recherches. Au regard de la situation, les étudiants plaident donc pour l'amélioration du débit de la connexion internet au sein de leur université.

Kinshasa : les enseignants se plaignent du changement des bulletins scolaires. « Chaque année, on vous emmène un bulletin avec le maxima qui change, ça retarde aussi le travail. On est déjà en vacances, mais obligé de retravailler les bulletins. Par exemple, en histoire la pondération de l'année passée était 30, mais cette année c'est 20 ». Du côté de l'école primaire, c'est un nouveau cours jamais enseigné qui vient troubler les enseignants. Les enseignants demandent aux responsables des services des bulletins de consulter "les professionnels de la craie blanche", bien avant, dans le but d'éviter de créer la confusion. D'après les sources concordantes, le bulletin qui autrefois était vendu à 100 franc congolais est actuellement vendu à 1000 francs congolais (0,5 USD) "pour une raison inconnue".

Kasaï-Oriental : le président de l'assemblée provincial appelle les députés à la cohésion. « Ça suffit, enterrons la hache de guerre ». En effet, la session de mars dernier s'était clôturée sous fortes tensions, marquées par des bagarres entre deux factions des députés: ceux qui étaient favorables à l'ancien gouverneur Maweya et à l'ancien président de l'assemblée provinciale ainsi que ceux qui ne l'étaient pas. Dans son mot d'ouverture de la session budgétaire de septembre, Athanase Kalala Malebongo, qui dirigeait pour la première fois une session après son élection en mars dernier, a axé son message sur l'organisation d'une formation de mise à niveau. Elle doit porter notamment sur le contrôle budgétaire et la passation des marchés publics, l'implication de tous les cadres dans différents secteurs d'activités de la province. Il a notamment proposé aux députés provinciaux de voter des édits susceptibles de développer la province.

Après des révélations de l'IGF, Jean-Claude Mvuemba interpelle les députés provinciaux du Kongo-Central. Les députés provinciaux du Kongo-Central ont failli à leur mission, a déploré ce 30 septembre leur président, Jean-Claude Mvuemba. Pour lui, le Kongo-Central ne décolle pas, car ses élus ont oublié de s'occuper de l'essentiel qui est la «gouvernance ». « La question urgente est celle de la gouvernance du Kongo-Central. La province tourne, mais pas encore dans la bonne direction. Mais, chaque jour qui passe, nous avons des révélations, sur des pratiques non-conventionnelles qui ont été érigées dans le gouvernement. Nous nous sommes battus sur d'autres plans. Nous avons encore manqué à notre devoir en se focalisant sur des considérations personnelles ».

RDC : 12% des détenus souffrent de la malnutrition. Un rapport de l'unité d'Appui à l'administration pénitentiaire de la Monusco révèle qu'en RDC environ 12% des détenus sont malnutris et en moyenne un décès est enregistré chaque jour parmi la population carcérale dans une dizaine de prisons de 8 provinces du Pays, dont la ville de Kinshasa. Les huit provinces qui abritent les douze prisons couvertes par l'Unité d'appui à l'Administration pénitentiaire de la Monusco sont entre autres : Kinshasa, Kongo-Central, Nord-Kivu, Tanganyika, Sud-Kivu, Ituri, Kasaï-Central et Kasaï. La ministre de la Justice, en réponse à ce rapport, veut redynamiser la collaboration entre les autorités centrales et provinciales concernant l'approvisionnement des prisons en denrées alimentaires, ainsi que la gestion d'établissements pénitentiaires.

Sud-Kivu : la Monusco appelle à la mobilisation pour le retour d'une paix durable dans les Hauts plateaux. « En tant que Monusco, nous allons continuer à travailler dans le cadre du plan d'action à la pacification de la zone. Il convient aussi que tous les acteurs puissent comprendre que, il n'est de vraie paix que si les populations arrivent à se prendre en charge », a recommandé Karna Soro. Selon lui, la paix reste la seule condition pour accueillir les projets d'investissements pour l'encadrement des jeunes après le retrait de la mission Onusienne. Il plaide pour la construction d'un environnement positif pour assurer l'avenir des Congolais qui résident dans cette zone.

Matadi : l'ONG LNAC alerte sur les conditions difficiles des tuberculeux à l'hôpital de Kinkanda. Le point focal de la Ligue nationale antituberculeuse et anti lépreuse (LNAC) du Kongo-Central, Marie Louise Kinzola Mafuta annonce : « Nous voulons organiser une grande activité à Matadi dans le cadre de mauvaise condition d'hébergement des malades tuberculeux multi résistants qui sont internées à l'hôpital provincial de référence de Kinkanda. Nous avons visité une partie du pavillon militaire, les malades multi résistants de la tuberculose n'ont pas de bons lits, pas d'eau potable, pas de toilettes et la salle n'est pas close. Nous voulons cloisonner pour éviter le vol parmi les malades et nous voulons séparer les hommes et les femmes en mettant aussi des portes ».

Kinshasa : arrivée de la dépouille de l'étudiant Joel Malu Shindani, décédé en Inde. La dépouille de Joel Malu Shindani, étudiant congolais décédé le 2 aout dernier en Inde dans un poste de police est arrivé ce vendredi 1er octobre à Kinshasa. « Le corps a été autopsié. Mais, selon la loi indienne, les résultats sortiront après trois mois ».

Samedi 2 octobre.

Tanganyika : Mclachlan-Karr à Kabeya-Mayi pour évaluer la situation humanitaire d'environ 3600 déplacés. La Monusco a déployé une base militaire temporaire des Casques indonésiens pour permettre les opérations des acteurs humanitaires dans la zone. Tous ces déplacés ont fui l'insécurité que cause depuis trois ans l'activisme des combattants armés Maï-Maï du groupe Hapa na pale dans leurs villages d'origine. « Notre travail ici, c'est de faciliter le dialogue, de travailler avec les autorités et trouver les solutions pour la cohésion sociale pour que les populations puissent rentrer chez eux », a expliqué Le représentant spécial adjoint du secrétaire général des Nations-Unies en charge des affaires humanitaires. L'administrateur de territoire du Nyunzu, plaide pour la pacification de zones où règnent les groupes armés.

Ituri : reprise des activités économiques à Komanda. Les activités économiques ont repris timidement depuis mercredi au centre commercial de Komanda après la dernière attaque de Makayanga qui a entrainé le déplacement de presque toute la population. Au moins 20% des opérateurs économiques ont rouvert leurs boutiques au centre commercial de Komanda dans le territoire d'Irumu. Cependant, certaines marchandises sont rares dans le milieu notamment l'huile, le carburant, le café ou encore les boissons gazeuses dont les prix ont galopé sur les marchés. **Ituri : Komanda, ciblée par nouvelle attaque des présumes rebelles ADF. C**es hommes armés non identifiés, munis d'armes à feu ainsi que des machettes se sont introduits simultanément dans plusieurs quartiers de Komanda en tirant dans toutes les directions. La Croix-Rouge locale dit avoir identifié sept corps des civils qui gisaient encore sur le sol, ce samedi 02 octobre, dans la matinée. D'autres sources affirment qu'une dizaine de personnes ont été prises en otage par ces rebelles qui ont également incendié, quatre véhicules dont trois camions et une dizaine de maisons. Certains habitants qui avaient déjà regagné le centre commercial de Komanda après l'attaque dimanche 26 septembre dernier de Makanyanga à 5 kms de Komanda, ont fui à nouveau. Pour le moment, une psychose règne à Komanda malgré une forte présence des militaires. C'est la 3ème attaque attribuée aux rebelles ADF par des sources militaires en l'espace d'une semaine.

Nord-Kivu : Chanika, reprise par la force conjointe, Fardc-ICCN, après les opérations contre les Maï-Maï. C'est sur la rive sud-ouest du lac-Édouard, à cheval entre les territoires de Lubero et celui de Rutshuru. C'est entre le 23 et le 30 septembre dernier que, deux-cent cinquante éco-gardes de l'ICCN et les éléments de la force navale des Fardc se sont engagés dans cette opération. Selon des sources à Vitshumbi, les Maï-Maï dénommés Amani Leo, Colman, Kivu One, Ndarusha, Baguma et Kadima, selon les noms d'emprunt des leurs commandants, imposaient, entre autres des « taxes parallèles », d'au moins 5 dollars américains par semaine, par pirogue de pêche sur le lac-Édouard. Ils vivaient notamment du « braconnage » et de la « pêche illicite », indique la direction du parc national des Virunga. Le nettoyage de cette zone répond aux prescrits de l'état de siège décrété à l'échelle de la province du Nord-Kivu, ajoute l'ICCN.

Unicef annonce la construction de 200 écoles en RDC au cours de l'année scolaire 2021-2022. L'objectif est de permettre l'accès de « plus d'enfants », à l'école. Selon son représentant en RDC, ce projet ambitieux de construction rentre dans le cadre du programme « l'éducation ne peut pas attendre » et le « partenariat pour l'éducation ». Il invite à cet effet, d'autres partenaires à rejoindre l'Unicef pour appuyer le secteur de l'éducation en RDC.
Uvira : clôture du projet de War Child Canada sur l'enseignement de base en faveur de 1.000 enfants. « Avec le rattrapage scolaire, nous combinons deux classes pour une année scolaire. Et en l'espace de 4 ans, l'enfant termine tout le cycle de l'enseignement de base. Les apprenants ce sont des enfants qui ont connu de retard par rapport à leur âge et par rapport au programme, parce que la majorité de ces enfants restait sans rien faire à la maison. Ils avaient abandonné parce que, les parents n'avaient pas de moyens pour payer leur scolarité. Alors, nous les avons intégrés encore à l'école à travers ce programme de rattrapage scolaire », a expliqué, Mélanie Bichingini, la cheffe de programme à War Child Canada. « Cinq après, le bilan de cette approche est largement positif ». Le projet sur le rattrapage scolaire avait été validé par le ministère national des affaires sociales pour appuyer plus de 1.000 enfants âgés de 8 à 16 ans dans le rattrapage scolaire du niveau 4, équivalent de la 8eme année de l'enseignement de base, notamment à Kinshasa, à Bukavu et à Uvira. Ce programme a été financé par l'organisation « Affaires mondiales canadiennes ».

Butembo : rupture de stock de nourriture à la prison de Kakwangura. Selon l'aumônier de cette maison carcérale, le stock fourni par le gouvernement provincial est épuisé depuis la semaine dernière. Il est présentement difficile de nourrir les sept cent soixante détenus, explique-il. Il ajoute que, la plupart de temps, ce sont les confessions religieuses qui viennent en aide aux détenus de Kakwangura. Mais, l'assistance reste insuffisante d'où, cet appel à d'autres partenaires pour leur intervention en faveur des détenus.

COVID-19 : le HCR plaide pour la vaccination des personnes déplacées et des réfugiés urbains. Quelques milliers de personnes déplacées et 3 mille réfugiés urbains pourraient aussi bénéficier du programme de vaccination contre la COVID-19. Ce résultat du plaidoyer mené par le Haut-commissariat pour les réfugiés (HCR). Selon le coordinateur du programme santé au HCR, après la réception la semaine dernière, d'un lot de 50.000 doses de vaccin PFIZER, le

Programme Elargi pour la Vaccination va bientôt relancer la vaccination contre la COVID 19 en province du Nord-Kivu.
C'est près de 1,8 million de personnes qui sont déplacées au Nord-Kivu.

Kinshasa : les ambassadeurs de l'UE pour l'organisation des élections dans le « délai constitutionnel ». Les diplomates européens l'ont dit le vendredi 1er octobre, au cours des échanges avec le président et le premier vice-président de l'assemblée nationale, à Kinshasa. Pour l'UE, le souci est que les élections se tiennent dans le délai et elle est disposée à accompagner la RDC pour la préparation et l'organisation des élections, dans le respect de la Constitution, si la RDC le demande. Le président de l'assemblée nationale Christoph Mboso a expliqué à la délégation de l'union européenne tous les contours de la discussion autour de la mise en place de nouvelle équipe de la Ceni.

Butembo : hausse de prix des fournitures scolaires sur le marché, occasionnée par l'insécurité. En dehors des uniformes cousues localement, tous les objets classiques coûtent plus chers que l'année dernière. Les revendeurs justifient cette situation par « l'insécurité dans la région », qui décourage les gros importateurs à faire venir d'importantes quantités de marchandises dans la ville. Ce qui crée une relative pénurie sur le marché. Cette situation fait qu'il n'y a pas l'engouement habituel au centre commercial de Butembo, non plus au marché central.

La FAO plaide pour l'augmentation du budget pour l'agriculture afin de faire face à « l'insécurité alimentaire ». « Nous sommes à peu près à 27 millions de personnes qui sont en insécurité alimentaire. C'est un chiffre beaucoup trop élevé qui est pratiquement inacceptable. Donc, il faut absolument qu'il y ait des politiques, qu'il y ait des cadres mais surtout qu'il y ait un financement conséquent pour nous accompagner dans ce secteur », a déclaré Astride Ongone Obane, représentant pays de la FAO. Le président du Senat a salué la démarche de la FAO et suggère la création des banques agricoles. Il a notamment promis l'implication de sa chambre pour l'augmentation du crédit alloué à l'agriculture.

Mambasa : campagne de collecte de fonds et biens pour les déplacés de Komanda. Selon le président de la société civile de Mambasa, des centaines de personnes sont enregistrées à l'ancien site de déplacés de Makoko et d'autres sont installées dans des édifices des églises. Ces gens vivent dans des conditions difficiles : ils n'ont ni médicaments, ni nourritures, ni vêtements et leurs abris de fortune suintent. Il ajoute que cette opération de collecte des fonds et des biens qui se fait porte à porte vise à soulager les souffrances de ces sinistrés.

Désignation du président de la Ceni : pas de consensus entre les confessions religieuses. La rencontre entre les chefs de la plateforme des confessions religieuses, s'est terminée sur une note de divergences de pensées, a déclaré le président de l'Eglise de réveil au Congo. Pour lui, une correspondance sera adressée au président de l'Assemblée nationale afin d'annoncer les conclusions de ce jour. De leur côté, la Conférence épiscopale nationale du Congo et l'Eglise du Christ au Congo (ECC), appellent à la patience pour trouver le compromis. Pour ces deux églises, les discussions entre les chefs des confessions religieuses devront se poursuivre afin de trouver un consensus autour du successeur de corneille Naanga.

RDC : environ 2 millions de nouveaux inscrits attendus pour l'année scolaire 2021-2022. « Ce constat positif met en exergue des efforts réalisés par le Gouvernement, d'une part, et la maturation de l'appropriation du programme de la gratuité par la population, particulièrement les parents, d'autre part. Au-delà de ces acquis, le programme de gratuité devrait atteindre l'objectif de zéro paiement par enfant congolais, d'améliorer les infrastructures adéquates ainsi que les conditions de travail et de traitement des enseignants pour un rendement scolaire optimal et qualitatif », indique le compte-rendu. Le chef de l'Etat a chargé le Premier Ministre de : Prendre les dispositions nécessaires pour la rentrée scolaire sur toute l'étendue de la République, avec les mesures exceptionnelles pour les provinces sous état de siège, et spécialement sur la scolarité des enfants hébergés dans les orphelinats en âge de scolarité, pour qu'ils bénéficient de l'égalité des chances en matière d'éducation ; Créer une taskforce interministérielle notamment entre les ministères du Budget, des Finances et de l'Enseignement primaire secondaire et technique en collaboration avec son Cabinet, pour effectuer un suivi et une évaluation efficace du programme de la gratuité.

Situation de l'étudiant congolais bloqué à l'aéroport de Zaventem : Tshisekedi exige sa libération immédiate. Le Président Félix Tshisekedi s'est exprimé ce 1er octobre sur la situation de l'étudiant congolais placé en centre fermé à l'aéroport de Zaventem en Belgique sous prétexte qu'il n'aurait pas les aptitudes pour prétendre poursuivre ses études universitaires alors qu'il a été inscrit à l'Université Catholique de Louvain et qu'il dispose de tous les documents requis. Il a insisté sur la nécessité de rappeler aux autorités belges d'assurer, par devoir de réciprocité, un meilleur traitement aux citoyens congolais qui arrivent sur leur sol comme la République Démocratique du Congo le fait pour les sujets belges.

Etat de siège : les membres du gouvernement exhortés de prendre en compte les suggestions des sénateurs. Les membres du gouvernement concernés par la mise en application et exécution de l'état de siège ont défilé ce samedi devant les sénateurs dans une plénière à huis clos. Il était question de répondre, chacun en ce qui le concerne, aux préoccupations des élus sur l'évolution de cette situation exceptionnelle dans ces deux provinces du pays. Apres avoir suivi chaque membre du gouvernement, les sénateurs ont formulé des recommandations à l'exécutif national pour la réussite de l'opération de l'état de siège qui devra aboutir au rétablissement total de la paix dans la partie Est du pays. Le président du sénat qui a salué la pertinence de cet exercice a souligné que cette évaluation devra demeurer permanente à travers la commission Défense et sécurité du Sénat. Juste après cette évaluation, les sénateurs ont voté à l'unanimité pour la neuvième fois la prorogation de l'état de siège dans une partie de la République Démocratique du Congo.

Dimanche 3 octobre.

RDC : la coalition Transparence RDC lance sa campagne de lutte contre la corruption à l'Assemblée nationale. Pour les organisations non gouvernementales et personnalités congolaises regroupées au sein de cette coalition, l'octroi des véhicules Hyundai Palisade aux députés nationaux est une grosse opération d'achat de conscience. Le porte-parole de la coalition Transparence RDC, décourage les députés nationaux à accepter ces véhicules relevant « d'une opération de rémunération rétroactive quant à leur rôle dans l'avènement de l'Union sacrée ».

Kwilu : le gouvernorat lance la campagne de sensibilisation au civisme fiscal à l'intention des policiers. Cette campagne est initiée par la direction provinciale de la Direction Générale Recettes Admiratives Judiciaires Domaniales et Participatives, (DGRAD) du grand Bandundu, dans l'objectif de lutter contre les antivaleurs et de faire assurer la maximisation des recettes de l'Etat, a indiqué son directeur provincial. A côté de leur mission régalienne de protection des personnes et de leurs biens, les policiers posent également des actes générateurs des recettes pour le compte du trésor public tels que la perception des amendes transactionnelles, la vente des attestations de perte des pièces de bord par la PCR et la police fluviale et autres.

Butembo: le PROVED appelle les enseignants à la rentrée scolaire ce lundi. Le chef de la division Provinciale de l'EPST Nord-Kivu 2, a, par ailleurs, rappelé les responsables d'écoles au respect des gestes barrières : "La pandémie est encore là, et nous avons déjà parlé avec tous nos gestionnaires, il faut qu'ils puissent veiller comment les enfants au niveau des écoles peuvent respecter les mesures barrières. Là où il y a manque de kits ou thermo flash qu'on nous informe pour que nous puissions faire le plaidoyer".

Tanganyika : 2 450 enfants reçoivent des actes de naissance. "La possession des documents d'identité est essentielle dans la participation à la vie de la société et une condition préalable à la jouissance de l'ensemble des droits de l'homme. Le constat est alarmant dans la province du Tanganyika où le taux d'enregistrement des naissances est de 35% ; on peut dire que deux enfants sur trois dans la province du Tanganyika ne sont pas enregistrés. La situation est, certes, inquiétante mais elle n'est pas désespérée ; car grâce au fonds PDF, nous travaillons avec le gouvernement à renforcer les mécanismes d'enregistrement des naissances. C'est ainsi que 100 000 enfants ont été identifiés ; des enfants-délai et des enfants hors délai. Le HCR et d'autres agences des Nations-Unies se tiennent aux côtés des autorités provinciales pour relever les défis structurels et opérationnels de l'enregistrement des naissances pour permettre à toute personne de jouir de son droit ''J'existe'', a indiqué le Chef de Bureau de la Sous-délégation du HCR, Mamadou Cissoko.

Le secrétariat général de l'EPST confirme la rentrée scolaire pour lundi 4 octobre. Dans un communiqué publié samedi 2 octobre à Kinshasa, la secrétaire générale adjointe de l'EPST, demande aux administratifs, enseignants, parents, élèves et partenaires éducatifs de "tout mettre en œuvre pour que cette rentrée scolaire soit effective".

Création d'une banque agricole, Olive Mudekereza: " Le gouvernement a pris une bonne décision". L'élu de Walungu, au Sud-Kivu, estime que ce projet donnera aux congolais le goût d'entreprendre et pourra booster l'économie de la RDC. La création d'une banque de développement agricole en RDC a été annoncée par le Premier ministre, Sama Lukonde lors des états généraux de l'agriculture en RDC qui se sont tenus du 27 au 29 septembre à Kinshasa.

Maniema : la société civile dénonce la fraude "orchestrée" dans le transfert de 2 000 Kg de cassitérite de Kalima à Goma. Pour le président de la société civile forces vives, cette exportation des minerais a été faite en violation de la lettre du ministre national des mines signée le 28 juillet et aussi contre la décision du gouverneur intérimaire du 16 septembre dernier autorisant la libre circulation des minerais à condition que lesdits minerais soient au préalable traités par les entités basées et installées au Maniema. Et que, poursuit-il, toutes les taxes et redevances dues à la Province soient effectivement payées. "Il est strictement interdit qu'on transfert les minerais en l'absence du ministre provincial des mines. C'est-à-dire c'est le ministre provincial des mines qui doit autoriser la sortie, cela veut dire, c'est de la fraude

et du forcing ». Du côté des négociants, ce transfert a été effectué dans le respect des procédures de la traçabilité, martèle le président de l'association des négociants du Maniema.

Kwilu : accident de circulation à Masimanimba, deux morts. L'administrateur du territoire indique qu'une voiture de marque Toyota IST transportant à son bord quatre personnes en provenance de la ville de Kikwit pour Kinshasa a dérouté en pleine circulation à la suite de l'excès de vitesse et l'ivresse du chauffeur. Il appelle les agents de la police de circulation routière à faire respecter le code de la route, et les conducteurs à ne pas boire d'alcool en cours de route.

Kongo-central : 100 femmes formées sur la transformation agricole pour une autonomie financière. Cent femmes ont été formées, du 27 septembre au 2 octobre, à l'entrepreneuriat et l'autonomisation financière, par la transformation des produits agricoles. Elles ont appris à faire près de huit recettes sur base de farine panifiable et du soja. Les 100 femmes sont toutes membres des associations féminines affiliées au Réseau national des associations des femmes rurales en RDC (Renafer). Elles sont venues de 10 territoires. Cette formation a été assurée par l'Institut international d'agriculture tropicale, grâce au financement de l'ONU femme et du gouvernement suédois.

Nord-Kivu : la Monusco remet des produits pharmaceutiques aux prisonniers de Kakwangura. « On sait aujourd'hui que l'alimentation et la prise en charge médicale sont des missions régaliennes de l'Etat. C'est dans cette logique la que nos plaidoyers ont permis d'acquérir cet important lot de matériels qui vont permettre à améliorer sensiblement les conditions de détentions des prisonniers », a expliqué le conseiller au bureau de la section locale d'appui à l'administration pénitentiaire de la Monusco. A part les produits pharmaceutiques, des matériels hygiéniques et d'autres biens composés de vivres et vivres non alimentaires ont été remis à la direction de cette maison de correction. La prison de Kakwangura héberge un total de 872 détenus alors que sa capacité d'accueil serait prévue entre 350 et 400 personnes.

Lundi 4 octobre.

Le go de la rentrée scolaire sera donné à Mbuji-Mayi. Selon le Chef de l'Etat, deux millions de nouveaux inscrits des cycles primaire et secondaire sont attendus pour la reprise des cours après un mois de vacances. Cette rentrée s'effectue sur fond de la pandémie à Coronavirus et l'instauration de l'état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Lors du Conseil des ministres du vendredi 1er octobre, le Président de la République avait chargé le Premier ministre de prendre les dispositions nécessaires afin que la rentrée scolaire sur toute l'étendue de la République, avec les mesures exceptionnelles pour les provinces sous état de siège. Il avait notamment insisté sur la scolarité des enfants hébergés dans les orphelinats en âge de scolarité, pour qu'ils bénéficient de l'égalité des chances en matière d'éducation. **Bunia : les écoles publiques saturées.** Selon les responsables d'écoles publiques, le nombre maximum d'élèves prévu par la loi congolaise pour une salle de classe, est de 55. Mais presque toutes les écoles publiques ont dépassé ce chiffre. Plusieurs élèves quittent les écoles privées, payantes, pour se faire inscrire dans les écoles publiques. Mais certains de ses élèves sont renvoyés, faute de places suffisantes. Cette situation préoccupe certaines autorités scolaires, qui demandent au gouvernement congolais et ses partenaires de construire dans l'urgence des écoles pour les enfants des parents démunis et leur permettre d'accéder à l'éducation comme tous les autres enfants. **Nord-Kivu : pas de rentrée des classes dans le groupement Ikobo à la suite de l'insécurité.** « La rentrée scolaire est menacée dans le groupement Ikobo. Elle est menacée par une insécurité grandissante semée par les groupes rebelles, qui se battent régulièrement dont le Forces patriotiques populaires-Armée du peuple (FPP-AP) de Kabidon et le NDC-Rénové de Guidon. Ce qui a fait que tous les villages soient abandonnés par les populations. Et, la plupart de ces populations se sont réfugiées dans les brousses, les autres à Buleusa, Rusamambu et Miliki, dans le sud de Lubero », a expliqué, l'un des notables d'Ikobo. Ce cadre de base à Ikobo dit avoir écrit aux responsables de la province quant à ce, mais sans succès. **Pas de rentrée scolaire dans les écoles publiques de Beni**. Il y a deux semaines, les deux principaux syndicats d'enseignants : le Syndicat des enseignants du Congo et le Syndicat national des écoles conventionnées catholiques avaient appelé leurs membres à ne pas reprendre le chemin de l'école, tant qu'ils n'auront pas obtenu du gouvernement, « l'amélioration de leurs conditions de travail ». Seules, les écoles privées de Beni ont repris leurs activités. Le chef de la sous-division de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST) à Beni, Olivier Matsoro Lenge, n'a pas souhaité commenter. **L'année scolaire 2021-2022 placée sous le signe de la « rigueur pour la recherche de l'excellence » (Ministre).** Le ministre de l'Enseignement primaire secondaire et technique (EPST) a donné, ce lundi 4 octobre au complexe scolaire Bena Kabongo 1 et 2 à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental), le coup d'envoi de la rentrée scolaire 2021-2022. « Je vous assure d'une seule chose que le gouvernement est engagé ensemble avec certains partenaires techniques et financiers de pouvoir construire de nouvelles salles de classes, de nouvelles écoles, équiper beaucoup des écoles en matériels didactiques, en bancs, et autres fournitures scolaires », a affirmé le ministre. A la suite des menaces de grève proférées par le banc syndicale, le ministre de l'EPST a appelé les enseignants au bon sens, car le gouvernement travaille sur leurs revendications. Pour rendre cette rentrée scolaire effective, le Fonds des Nations unies pour la population a symboliquement remis, deux cent cinquante cartons composés des fournitures scolaires et objets classiques à distribuer à dix mille élèves vulnérables. **Tshopo : rentrée scolaire timide dans les écoles publiques de**

Kisangani. Pour le secrétaire du comité provincial du Syndicat des enseignants du Congo, les enseignants avaient décidé de boycotter cette rentrée depuis jeudi dernier, lors de la tenue de leur assemblée générale. Dans les écoles privées agréées, les cours se sont déroulés normalement. **Ituri : l'insécurité entache la rentrée scolaire dans plusieurs cités.** A Bunia, la société civile fait état de plusieurs cas d'absences en classes au cours de cette première journée. Certains parents se plaignent du contexte difficile dû à l'insécurité qui ne leur permet pas d'acheter les uniformes et les fournitures scolaires pour leurs enfants. Dans d'autres entités, les écoles sont carrément fermées. Il s'agit notamment de Komanda, où il y avait une dizaine d'établissements scolaires. Ce centre commercial a été la cible d'une attaque d'hommes armés dans la soirée du 1er octobre. Ce qui a entrainé le déplacement de la population locale. Même situation sur l'axe Komanda-Mabelenge, où plus de 35 écoles ne sont pas opérationnelles à cause de l'activisme des rebelles des ADF, affirme le président de la société civile d'Irumu. Le même constat est fait sur l'axe Boga, Tchabi, Burasi, où plus de 20 écoles ne fonctionnent toujours pas à cause des atrocités des ADF. Selon la société civile de Bahema Boga, 4 écoles de cette zone ont été délocalisées à Boga-centre, où les activités scolaires se déroulent normalement. A Djugu également, une trentaine d'écoles ne sont pas opérationnelles dans les chefferies de Banyari Kilo, Walendu Pitsi, Mambisa et une partie de Bahema Badjere et Bahema Nord, à cause des violences du groupe armé Codeco.

Pénurie d'eau potable dans plusieurs quartiers de Goma. Dix-sept associations des jeunes, mouvements citoyens et quelques organisations de la société civiles de Goma dénoncent le "laxisme des autorités" autour de la problématique de la pénurie d'eau potable dans cette ville. Ces organisations pointent du doigt la mauvaise gestion de cette épineuse question par les responsables de la Regideso, ils affirment que dans les deux communes de la ville, il y a des quartiers qui ne sont pas desservis en eau potable depuis plus de cinq ans, avec toutes les conséquences socio-sanitaires. Selon ce membre de la société civile de Goma, l'aire de santé Carmel enregistrerait de cas de choléra.

Désignation du président de la Ceni : Jean-Pierre Bemba appelle les confessions religieuses à se surpasser. Dans ce communiqué, Jean-Pierre Bemba exhorte les confessions religieuses à maintenir leur rôle de l'église au milieu du village pour garantir au pays, à travers leur choix, la sauvegarde de la paix, de l'unité et de la concorde nationale. Il relève le rôle des confessions religieuses dans le défi de l'organisation des élections apaisées et poursuit que les crises électorales sont à la base du retard du développement qu'accuse les pays africains. Enfin, il encourage les confessions religieuses à œuvrer pour des élections démocratiques, transparentes et inclusives.

RDC : 800 000 enfants finiront les humanités à la fin de l'année scolaire, selon le Conseil Economique et Social « Face à un monde en pleine mutation technologique, quels seront les débouchés pour ces enfants ? », s'interroge le président du Conseil économique et social, dans son discours à l'ouverture de la session ordinaire de cette institution vendredi 1er octobre à Kinshasa. Il en appelle à une plus grande implication de tous pour réussir urgemment le chantier de la qualité de l'enseignement ainsi que de la détermination des filières les plus utiles face aux défis supplémentaires auxquels la RDC sera confrontée. D'ici cinq ans, le monde du travail dans certaines parties du monde connaîtra une révolution avec le début de la transition vers l'automatisation des métiers. Le développement de l'intelligence artificielle qui fait des progrès phénoménaux ouvre des perspectives incroyables. La technologie provoquera des bouleversements sociologiques et économiques qui risquent d'être cataclysmiques pour les laissés pour compte. Malheureusement souligne-t-il, la RDC reste à la traine.

Butembo : libération de 17 détenus à la prison de Kakwangura. « Nous sommes confrontés à plusieurs maladies au niveau de la prison de Kakwangura. C'est pourquoi nous avons sollicité auprès de la justice militaire la libération des prévenus poursuivis pour des faits bénins », a indiqué Roger Mowa. « Nous demanderons encore à la justice de pouvoir revoir encore le cas de ceux qui sont restés pour désengorger le milieu, compte tenu de l'effectif qui est élevé ».

Beni : 3 750 civils tués en 7 ans, selon le CEPADHO. « Le Centre d'étude pour la promotion de la paix, la démocratie et les droits de l'homme déplore qu'à la suite de cette barbarie, au moins 3 750 civils ont été sauvagement tués et près de 1 800 autres kidnappés dans différents champs, villages et agglomérations. Au moins 3 430 maisons ont été incendiées, 125 véhicules incendies sur les axes routiers et 130 écoles et structures médicales détruites. Il soutient qu'après sept ans de tumultes, l'Etat congolais, la population et la communauté internationale ont intérêt à parler d'un même langage quant à l'identité de l'ennemi et à l'approche mise en place pour le traquer. Dans cette perspective, notre organisation exhorte les uns et les autres à soutenir les Fardc dans ce combat contre les terroristes à la base de la tragédie vécue ici. ».

Mardi 5 octobre.

Le FCC exige le retrait de la taxe RAM et la démission du ministre des PTNTIC. Dans leur déclaration, les députés du Front commun pour le Congo de Joseph Kabila exigent la suppression sans condition de la taxe RAM, le remboursement de la totalité des crédits « frauduleusement soustraits » ainsi que la démission du ministre de PTNTIC et

de tous les membres de la direction de l'ARPTC impliqués dans cette opération. Ils plaident pour la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire en vue d'établir les responsabilités de toutes les personnes impliquées dans « cette opération d'escroquerie de la population ».

L'épidémie de rougeole déclarée dans la ville de Kinshasa. Selon la ministre provinciale de la Santé publique, l'augmentation brusque ces trois dernières semaines avec une grande proportion des cas confirmés par le laboratoire de l'INRB au-dessus du seuil attendu a poussé le gouvernement provincial à affirmer la présence d'une épidémie de rougeole dans la ville de Kinshasa. Prenant en compte l'ampleur actuelle de la maladie, des mesures appropriées s'avèrent indispensables pour contrôler cette épidémie, note la ministre provinciale de la santé. Ces mesures consistent à renforcer les activités de surveillance épidémiologique sur toute l'étendue de la ville, organiser des campagnes de vaccination de masse contre la rougeole ciblant les enfants de 6 mois à 14 ans dans les zones de santé touchées et zones de santé voisines.

Présidence de la Ceni : échec de consensus entre les confessions religieuses. Le consensus n'a pas été trouvé entre les huit confessions religieuses lundi 4 octobre à l'expiration de l'ultimatum de l'Assemblée nationale. Le pasteur Éric Senga, porte-parole de l'Eglise du Christ du Congo se montre rassurant, en comptant sur la bonne foi des autres confessions. Le président de l'Église du Réveil du Congo, estime que le candidat désigné par les six confessions religieuses, Denis Kaima, est le meilleur. Les six confessions religieuses demandent au président de l'Assemblée nationale de considérer leur rapport et de mettre fin à la mission confiée aux chefs d'Église sur la désignation du futur président de la Ceni.

Kananga : les autorités éducationnelles invitent les parents à envoyer leurs enfants à école. « Nous devons renforcer la sensibilisation auprès des parents et des communautés pour que tous les enfants de six à douze ans ou plus se retrouvent à l'école. Dans notre province, la gratuité est une réalité. Dans les écoles primaires publiques, les enfants ne payent plus rien. Il n'y a donc aucune raison qui doit pousser les parents à garder leurs enfants à la maison. », a souhaité le directeur de la province éducationnelle Kasaï-Central.

Ituri : les journalistes de Komanda en danger à la suite de l'insécurité. Ils disent travailler dans des « conditions extrêmement difficiles ». Ils menacent de fermer leurs chaines de radios, si cette situation perdure. Depuis environ un mois la situation sécuritaire s'est détériorée à Komanda et ses environs. Ce qui a provoqué le déplacement de plusieurs familles. Les journalistes ne sont pas épargnés par cette situation. Selon certains journalistes contactés le lundi 4 octobre, l'administrateur du territoire d'Irumu leur avait promis de garantir leur sécurité, tout en les encourageant à continuer à informer la population, surtout en cette période où cette région est plusieurs fois victime d'attaques d'hommes armés.

RDC : 100 millions USD prévus pour la promotion du développement rural. « Le gouvernement, dit des '' Warriors'', s'attèle à résoudre toutes ces questions. C'est comme ça que nous avons lancé le projet développement de 145 territoires que nous avons dans le pays. Et une cagnotte de 100 millions de dollars va être injectée dans les territoires », a indiqué le ministre de l'Agriculture. Cet argent servira notamment à la réhabilitation des routes de dessertes agricoles. Selon lui, il s'agit d'un « plan qui est en exergue, que le gouvernement se prépare pour le faire avant 2023. Donc, nous sommes en train de faire renaitre le pays, de reprendre la place que nous avions dans le concert des nations ».

Volcan Nyiragongo : 1500 abris provisoires livrés aux sinistrés. Parmi les mille cinq cents abris provisoires figurent sept cents qui avaient été construits par le génie militaire sur le fonds du gouvernement et huit cents, par le CICR. Dans une correspondance adressée, samedi 2 octobre à l'Inspection générale des finances (IGF), Kambale Job, un sinistré de cette éruption, estime que non seulement ce projet a trop duré, mais aussi, le nombre d'abris escomptés n'a pas été atteint. En conséquence, il exige une enquête sur les fonds qui y ont été alloués. Des sources concordantes rapportent, par ailleurs, il y a quelques semaines, qu'au moins cent-vingt-trois abris parmi les sept cents construits sur le site de Kanyarutshinya par le génie militaire, avaient été détruits lors d'une pluie par un vent violent.

Goma : 83 cas d'abus sexuels commis par le personnel de l'OMS lors de la riposte contre Ebola (Rapport). Ces cas ont été commis entre août 2018 et juin 2020 dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Selon la co-présidente de cette commission, c'est en échange de promesses d'emplois que près de 73 femmes avaient été abusées sexuellement dans la zone de Beni-Butembo au Nord-Kivu. Pendant cette période, en Ituri, l'équipe d'enquête a pu signaler environ 10 autres cas. « Il y a même des enfants qui sont nés de ces actes. L'OMS a accepté d'avoir une commission indépendante. Toutes les agences et organisations humanitaires aussi devraient prendre leur courage pour redorer l'image de la communauté humanitaire. On a remis les recommandations à l'OMS et on va suivre ».

L'aéroport de Bukavu nécessite d'intenses travaux de réhabilitation (RVA). Situé à plus de 30 kms de Bukavu, cet aéroport mérite une « attention particulière » en vue de sa modernisation. La piste d'atterrissage, actuellement longue de 2000 mètres, doit être retouchée afin de prévenir tout danger. Mais aussi, il faudrait le balisage de cette piste pour favoriser les atterrissages et décollages nocturnes. Le directeur général de la RVA constate même que l'aéroport de Kavumu dépend actuellement en grande partie de la Monusco, surtout en termes d'énergie électrique.

La cité de Moanda menacée par les érosions côtières. Une moyenne de 3 mètres de terre de cette cité sont érodés chaque année par l'Océan Atlantique, a témoigné lundi 4 octobre l'administrateur de Moanda. Pour faire face à ce phénomène naturel, le gouvernement de la RDC et ses partenaires internationaux, dont le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), avaient lancé en 2015 le projet « PANA Zone côtière », d'un coût global évalué à 25 millions de dollars américains. L'un des actes prioritaires consistait en érection de mur pour stopper l'avancée des eaux de l'océan au niveau du village Nsiamfumu. Depuis le lancement du projet en 2015, le gouvernement congolais n'a pas décaissé sa part d'engagement financier, évalué à 9 millions de dollars américains. La population locale estime que les autorités congolaises devraient prendre en considération cette menace d'érosions côtières à Moanda

Pour Bintou Keita, le plan de transition conjoint est une opportunité pour la sortie « ordonné et responsable » de la Monusco. La Représentante spéciale de l'ONU pour la RDC Bintou Keita a demandé au Conseil de sécurité ce mardi 5 octobre de continuer son appui à la population et au gouvernement congolais, en renouvelant le mandat de la Monusco. Selon la cheffe de la Monusco, le plan de transition conjoint qui a été élaboré par le gouvernement et l'ONU est une véritable opportunité et feuille de route pour la sortie « ordonné et responsable » de la mission.

Incendie de l'hôtel de poste de Bukavu : le projet de voyage de certains requérants des passeports de Goma perturbé. Plus de vingt jours après l'incendie du 15 septembre dernier, de l'hôtel de la Poste à Bukavu, les requérants des passeports congolais résidents à Goma disent n'avoir trouvé aucune suite à leurs demandes. Selon le coordonnateur d'un collectif qu'ils ont créé à Goma, leurs passeports qui venaient d'être livrés à Bukavu, avaient été calcinés dans l'incendie du centre de capture de passeports, et les promesses de la délivrance des duplicatas, tarde à être honorées. Ils sont 23 requérants concernée par ce dossier à Goma : des malades, des opérateurs économiques et des étudiants.

« Il est impérieux que les conditions de vie des enseignants soient améliorées », plaide Joachim Kambale. En trente et un ans de vie d'enseignant, il a connu l'évolution de cette profession sur les trois dernières décennies. « Parler de l'amélioration, c'est surtout sécuriser d'abord l'enseignant partout où il est, et en plus, lui doter d'un salaire qui pourra l'aider à nouer surtout les deux bouts du mois. Nous n'avons pas besoin d'un macro-salaire, des émoluments comme certaines gens, mais plutôt d'une vie équilibrée. Il faut d'abord la paix, la scolarisation de ses enfants, les soins, et puis la façon de s'habiller également ». **Bandundu-Ville : les enseignants de l'EPST Kwilu 1 déclenchent un mouvement de grève.** « Nous nous sommes réunis en assemblée extraordinaire ce lundi pour analyser le point qui a trait à cette reprise des cours, et après cette analyse, les enseignants, les délégués syndicaux de base ont décidé de ne pas reprendre les cours aujourd'hui le 4 octobre 2021, étant donné que le gouvernement ne manifeste aucune bonne foi, pour résoudre es revendications des enseignants ». **Nord-Kivu : les enseignants SYNECAT/Butembo en grève.** Le Syndicat national des enseignants des écoles conventionnées catholique a déclenché un mouvement de grève sèche dans la division provinciale de l'EPST Nord-Kivu 2. **Raté de la rentrée scolaire à Beni : le parlement d'enfant appelle les parties prenantes au consensus**. Le coordonnateur du parlement d'enfant, invite notamment les syndicats et les autorités à discuter pour que les cours reprennent effectivement dans toutes les écoles. Les Cours n'ont pas repris lundi 4 octobre comme prévu dans les écoles publiques de Beni comme dans beaucoup d'autres villes du pays du fait de l'appel à la grève lancée par les principaux syndicats d'enseignants qui réclament notamment une revalorisation salariale.

Nord-Kivu : un militaire des FARDC arrêté pour meurtre à Eringeti. D'après la source qui cite l'épouse de la victime, le militaire, un adjudant, s'est servi d'une baïonnette et d'un bâton pour tuer l'homme, après l'avoir blessé grièvement à la tête. Après son forfait, il a été maîtrisé et arrêté par ses compagnons d'armes, ajoute toujours cette source.

Ituri : SOS pour 3000 familles victimes d'inondations à Mahagi-Port. Plus de trois mille familles, qui ont été victimes du débordement des eaux du Lac Albert, vivent dans des conditions déplorables à Mahagi-Port dans la chefferie de Wagongo à 260 kms de Bunia. La plupart des sinistrés passent la nuit à la belle étoile et n'ont rien à manger. D'après les enquêtes de cette ONG, plus d'un millier d'enfants en âge scolaire parmi ces sinistrés risquent de rater cette année scolaire à la suite de la destruction d'infrastructures scolaires par les eaux du Lac Albert.

Goma : 2 agents de l'ordre condamnés à de lourdes peines. Un militaire des Fardc a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité et un policier à dix ans de servitude pénale principale par le tribunal militaire de garnison de

Goma. Ces deux éléments incontrôlés, ont été surpris en flagrant délit par la population avec des biens volés sur le terrain communément appelé Kabasha dans le quartier Ndosho en commune de Karisimbi.

Beni : un groupe de femmes accusées de recel interpellées par la police. Un groupe de femmes interpellées par la police a été présenté lundi 4 octobre devant la presse à Beni au quartier Biahutu alors qu'elles tentaient de revendre des chaises en plastique volées dans une église au quartier cité Belge. Le commissaire supérieur de la police, a invité la population à éviter d'acheter des effets domestiques dans la rue sans en connaître la provenance :

Sud-Kivu : l'OMS construit 2 bâtiments de triage pour les hôpitaux de Bukavu et Kabare. « L'objectif visé pour la construction de ce triage, est de permettre aux hôpitaux de détecter les cas suspects de COVID et de les isoler avant de continuer les investigations et aussi de réduire la contamination des personnels de première ligne que vous êtes. Et d'assurer la continuité des services pour les autres patients ».

RDC : « Le premier défi est celui de la sécurité et de la protection des civils dans l'est du pays », selon Bintou Keita. « Depuis la déclaration de l'état de siège par le gouvernement dans les provinces du Nord Kivu et de l'Ituri, la Mission redouble d'efforts pour appuyer les forces armées, les forces de police, et les autorités judiciaires, afin de restaurer la présence et l'autorité de l'Etat sur chacun des territoires concernés. Les capacités de la Force en matière de collecte de renseignement ont été accrues. Des formations sont fournies aux Fardc en matière de tactiques militaires et de respect des principes des droits humains et du droit humanitaire », a indiqué Bintou Keita. Selon elle, l'état de siège a permis un renforcement du partenariat entre la Monusco et les Fardc. Cela se traduit par des progrès en termes de planification et d'exécution des opérations. Bien que les opérations militaires conjointes contre les ADF aient abouti au démantèlement de plusieurs bastions du groupe, les violations des droits humains perpétrées par des acteurs étatiques et non étatiques, en particulier dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, restent préoccupants : « Entre juin et août, 367 personnes ont été victimes d'exécutions arbitraires et extrajudiciaires. 203 personnes, surtout des femmes et des enfants, ont subi des violences sexuelles. Dans certaines régions, notamment au Sud-Kivu, les conflits intercommunautaires sont alimentés par des discours de haine. Je condamne sans réserve tout discours de haine, y compris les récentes déclarations encourageant le « nettoyage » des hauts plateaux », dénonce la cheffe de la Monusco.

Mercredi 6 octobre.

RDC : plus de 90% des abus documentés dans les zones de conflit armé (ONU Info). En dépit d'une baisse globale du nombre d'abus signalés, le nombre de victimes d'exécutions sommaires et extrajudiciaires par des groupes armés a augmenté en RDC, a dénoncé mardi 5 octobre la Haut-Commissaire adjointe de l'ONU aux droits de l'homme, Nada Al- Nashif. Plus de 90% des violations et abus ont été documentés dans les provinces où les groupes armés sont actifs. Il s'agit en particulier du Nord-Kivu et de l'Ituri, et dans une moindre mesure dans les provinces du Sud-Kivu et du Tanganyika. Mais cette insécurité dans les zones de conflit s'est également traduite par une volonté de reddition des comptes. « Au cours de la période considérée, au moins 107 membres des Forces armées de la RDC, 55 agents de la Police nationale congolaise et 134 membres de groupes armés ont été condamnés pour avoir commis des actes constituant des violations des droits de l'homme, notamment des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre ». Sur un autre plan, le Haut-Commissariat a constaté une réduction des violations des droits civils et politiques. Cependant, le bureau a continué à recevoir des alertes concernant des attaques et des menaces contre des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme et d'autres acteurs de la société civile. Alors que la RDC se dirige vers des élections nationales prévues en décembre 2023, le Haut-Commissariat encourage Kinshasa à consolider l'ouverture de l'espace démocratique observée depuis début 2019, notamment le respect du droit de réunion pacifique et de la liberté d'expression. Il s'agit aussi de veiller à ce que la réforme de la loi électorale et le processus de sélection des membres de la commission électorale soient transparents et inclusifs. Diverses résolutions du Conseil de sécurité ont mis en lumière que « la culture de l'impunité a été et reste l'un des principaux obstacles à l'instauration de la paix en RDC ». « Cela explique en grande partie la perpétuation des atrocités de masse jusqu'à ce jour dans les provinces du Kivu et de l'Ituri », a insisté le Dr Mukwege.

Procès des experts de l'ONU : deux renseignants en possession de la « vidéo du meurtre » entendus par la cour. Le procès de deux experts de l'ONU tués en 2017 au Kasaï s'est poursuivi le mardi 5 août devant la cour militaire de l'ex-Kasaï-Occidental. D'autres renseignants, dont Me Prosper Kamalu et Roger Bushabu, ont été entendus. Ils ont été confrontés aux journalistes Sosthène Kambidi et Ben Israël Ntumba, qui les pointent comme les personnes par qui la vidéo sur ce meurtre est passée pour la première fois. Au cours de cette même audience, deux autres renseignants ont été entendus autour du meurtre des experts de l'ONU. Il s'agit de Rita Bosunga et Kadoli.

Elections en RDC : la Russie et les USA appellent au « respect du délai constitutionnel » Les ambassadeurs des Etats-Unis et de la Russie, se disent préoccupés par le « processus électoral en RDC et le retard dans la mise en place des membres du bureau et de la plénière de la Ceni ». Ils ont échangé autour de cette question, ce 5 octobre, avec le

président de l'Assemblée nationale. Après les échanges, les deux ambassadeurs ont rejoint ceux de l'Union européenne, qui ont invité Christophe Mboso à tout mettre en œuvre pour la mise en place de la Ceni et la tenue des élections en 2023.

Cri d'alarme sur la "spoliation" de parcs nationaux (AFP). Entre empiètement agricole, limites contestées, braconnage, extraction minière, corruption et barrage hydroélectrique, une ONG congolaise a dressé dans un rapport consacré à deux parcs nationaux du sud-est de la RDC un panorama des menaces qui pèsent sur les aires protégées, amenant les autorités à ouvrir une enquête. "A laisser faire la pression humaine sur ces deux parcs, il est certain que toutes les espèces protégées vont disparaître ou migrer vers d'autres lieux incommodes", a alerté l'organisation "Justicia" de promotion des droits humains et du développement durable dans une récente étude consacrée aux parcs de l'Upemba et de Kundelungu, dans la région minière du Katanga. "Ce ne sont pas seulement ces deux parcs. Tous les parcs sont envahis, spoliés, on est en train de les détruire !", a mis en garde mardi le général Albert Massi Bamba, le commandant du corps chargé de la sécurisation des parcs et réserves (CorPPN) au sein de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), au cours d'un point de presse organisé en réaction au rapport de Justicia. L'ICCN gère en RDC neuf parcs nationaux et quelque 80 réserves représentant 14% du territoire national. Mais "malheureusement, la perte de la biodiversité continue", estime l'ONG.

Nord-Kivu: affrontements entre les Fardc et les Mai-Mai Saperita à Lubero. Selon la société civile, ces combats ont contraint de nombreux ménages à s'enfuir pour trouver refuge dans des localités plus éloignées. Le président de la société civile de Bapere a affirmé que les rebelles seraient venus de villages Fungula, Macho et Kiregha, situés à une dizaine de kms de Mayiba, où ils se seraient installés depuis la semaine passée. La situation est actuellement contrôlée par les Fardc.

Dossier RAM : nouveau report de la plénière consacrée à l'audition du ministre des PTNTIC. A la veille de cette plénière, une tension était perceptible au sein de l'opinion et chez certains parlementaires, divisés sur la question du bien-fondé de la taxe RAM et la gestion des fonds qu'elle génère. Le ministre des Postes, avait été aculé, lors de son audition mercredi dernier, par les députés nationaux au sujet de cette taxe. « Escroquerie d'Etat, escroquerie populaire, escroquerie à ciel ouvert, une taxe illégale… », criaient les députés nationaux. Un premier délai de 48 heures lui avait alors été accordé pour revenir à l'hémicycle répondre aux préoccupations des élus. Ensuite, la séance a été renvoyée à ce mercredi, avant d'être cette fois-ci reportée sine die.

Beni : 4 rebelles ADF tués à la suite des alertes lancées par la population (Armée). Les habitants des villages Kalau et Kalingati avaient constaté de mouvements suspects des rebelles, visiblement à la recherche de vivres, aux alentours de leurs villages avant de les signaler aux Fardc. Des militaires ont ensuite été dépêchés sur le lieu. Il s'en est suivi des échanges des tirs avec le groupe des rebelles composé d'une dizaine d'hommes armés.

Sud-Kivu : un policier enlevé par la milice Raia Mutomboki à Kalehe. L'incident a eu lieu dans le territoire de Kalehe sur le tronçon routier Hombo - Bunyakiri. Les miliciens Raia Mutomboki conditionnent la libération de ce policier à celle de leurs combattants, qui sont gardés en ce moment au cachot de Kavumu depuis quelques jours.

Meurtre des experts de l'ONU : décès du prévenu Tshibuabua. Il a eu un malaise à l'audience et a été amené à l'hôpital où sa mort a été constaté, indique l'auditorat militaire. Arrêté dans le cadre du dossier sur la mort des experts onusiens, il a été présenté comme infirmier de l'hôpital près du lieu où Zaidan Catalan et Michael Sharp avaient été tués.

Kindu : 603 femmes dépistées du cancer en une semaine. Selon l'association des femmes médecins œuvrant dans la province du Maniema sur les six cent trois cas dépistés, il y a eu soixante-quinze cas de cancer de col et vingt-quatre cas suspects de cancer des seins. « La demande est grande ! Il y a des femmes qui viennent de territoires qui sont arrivées en retard. Mais, nous savons que d'ici le début de l'année prochaine, nous allons organiser une deuxième campagne ».

COVID-19 : le gouverneur du Nord-Kivu exhorte la population à se faire vacciner. Le gouverneur du Nord-Kivu, a reçu ce 6 octobre, sa première dose de vaccin anti-COVID-19. Il a demandé à la population locale de lui emboiter le pas. La province du Nord-Kivu, qui compte plus ou moins onze à douze millions d'habitants, est ravagée par cette maladie. «Se faire vacciner, c'est s'aimer, aimer sa famille, protéger sa communauté, sa province et aussi protéger son pays »

Plateaux d'Uvira : Bitakwira appelle à la cohabitation pacifique, Sebineza plaide pour la tolérance. Plusieurs appels à la paix et à la modération sont lancés par les notables et leaders politiques d'Uvira à la suite des messages de haine tribale qui ont envahi les réseaux sociaux ces derniers jours. Le leader politique de la communauté Bafuliro, demande à toutes les communautés vivant dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga de ne pas céder à l'intoxication de ceux qui distillent des messages de haine. Il appelle à la cohabitation pacifique de tous. De son côté, le

leader politique de la communauté Banyamulenge appelle les jeunes et leaders politiques de différentes communautés d'Uvira à la tolérance. Il demande au gouvernement central de garantir la sécurité à toute la population d'Uvira et à éradiquer tous les groupes armés étrangers qui profitent de la situation pour massacrer les Congolais.

Jeudi 7 octobre.

L'OMS recommande le déploiement massif du premier vaccin antipaludique dans les zones à risque. « C'est un moment historique. Le vaccin antipaludique tant attendu pour les enfants est une percée pour la science, la santé infantile et la lutte contre le paludisme. L'utilisation de ce vaccin, en plus des outils existants pour prévenir le paludisme, pourrait sauver des dizaines de milliers de jeunes vies chaque année », a déclaré le directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus. Le RTS, S, aussi baptisé Mosquirix, est le premier vaccin, et le seul jusqu'à présent, ayant montré une efficacité pour réduire significativement le nombre des cas de paludisme, y compris de paludisme grave menaçant le pronostic vital, chez les enfants. Le paludisme tue plus de 260 000 enfants africains chaque année, rappelle l'OMS.

« L'Eglise catholique milite pour « des élections inclusives, crédibles et apaisées en 2023 » (Mgr Balestrero). Mgr Ettore Balestrero explique : « On a parlé du processus électoral avec le président de l'Assemblée nationale. Je lui ai dit que le seul objectif pour lequel l'Eglise catholique participe au processus électoral, c'est de donner sa contribution à la démocratie en RDC à travers des élections inclusives, crédibles et apaisées en 2023. Le bien-être du peuple en dépend. L'Eglise veut sauvegarder le bien-être du peuple congolais ». Il appelle en outre les confessions religieuses à privilégier le dialogue et à rechercher le consensus. Un nom oppose l'église catholique et l'Eglise du Christ au Congo aux six autres confessions religieuses. L'ECC et la Cenco doutent de moralité du candidat ; alors que les six autres affirment que le candidat remplit presque tous les critères mis en place.

Les dépenses d'investissement passent de 3% à environ 8%. « Le Premier ministre a félicité le ministre des Finances pour les efforts qui sont faits notamment en ce qui concerne l'accroissement du niveau des dépenses d'investissement. Nous étions à plus ou moins 3% des dépenses d'investissement. Globalement, nous sommes passés à environ 8% ». Au niveau macro-économique, selon lui, les paramètres sont généralement stables. « Il y a une maîtrise du taux de change qui se situe aujourd'hui à l'officiel à 1 dollar américain pour 1995 francs congolais et, au parallèle, à 1 dollar américain pour 2039 francs congolais. Au niveau de l'inflation, la situation est globalement maîtrisée et des projections sont faites pour arriver à un maximum de 4.5% de taux d'inflation alors que le contrat avec le FMI nous projette à 6% », a-t-il poursuivi. Le comité de conjoncture économique dit aussi constater la persistance de la fraude minière. Cependant, les efforts du gouvernement provincial du Lualaba ont été salués, grâce à l'interception d'une cargaison des minerais.

Haut-Katanga : suspension des agents de la DGDA impliqués dans l'évasion fiscale. « Les échanges que nous avons eus ont confirmé qu'il y a eu une situation déplorable d'évasion de recettes fiscales liées à une certaine négligence de certains de nos (agents) dans la province avec des pratiques du côté des opérateurs pétroliers, des pratiques totalement illégales et qui ont pour conséquence de faire perdre des centaines de millions de dollars au trésor public », a fait remarquer le ministre des Finances. Le ministre a donné un ultimatum aux compagnies pétrolières de s'acquitter des droits dus à l'Etat au titre de principal.

Kasaï : les experts internationaux recommandent la réconciliation et la réparation. Les experts internationaux sur la situation au Kasaï recommandent la mise en œuvre de la lutte contre l'impunité, les efforts de réconciliation, de réparation, et de prévention. Dans leur rapport ils proposent aussi la réinsertion des enfants qui ont été « utilisés » dans la crise de Kamuina Nsapu. Dans le rapport de son équipe, Bacre Waly Ndiaye fait remarquer que d'innombrables personnes déplacées ont atteint à un moment, un million et demi, à la suite des violences au Kasaï. Les survivants des massacres et viols et ceux qui ont déposé les armes n'ont pas réellement été désarmés et réinsérés. Ces experts internationaux avaient été nommés par le Conseil des droits de l'homme pour travailler sur la situation au Kasaï, à la suite des atrocités liées à la milice de Kamuina Nsapu.

Procès Chebeya: « Le prévenu Kenga Kenga a encore nargué la cour », déplore Me Bondo. Le prévenu Christian Ngoy Kenga Kenga a dans un premier temps, refusé de comparaître, puis il s'est présenté à la barre tout en récusant l'avocat commis à sa défense. Le procès Floribert Chebeya et Fidèle Bazana a repris mercredi 22 septembre devant la Haute Cour militaire à la prison militaire de Ndolo à Kinshasa, à la suite des recours des prévenus Christian Ngoy Kenga Kenga, commissaire supérieur, et Jacques Mugabo, sous-commissaire de la police nationale contre l'arrêt de la Haute Cour rendue en leur absence, étant donnée la disjonction de la cause au premier et second degré.

Une quarantaine de morts et plus de 100 disparus dans un naufrage à Bumba. Le convoi de neuf pirogues motorisées provenait de la localité de Moenge, dans la province de Tshopo, à plus de 150 kms de Bumba. Plus de cent personnes sont portées disparues, indiquent des témoins. Environ 300 passagers étaient à bord. La plupart de victimes

sont des commerçants et des jeunes vacanciers, qui retournaient à Bumba. Dans le convoi qui a chaviré, il y avait un important lot de marchandises, dont des sacs de maïs, d'autres vivres, des planches et des briques cuites. Ce qui explique la surcharge, qui est la principale cause de l'accident.

Kinshasa : 97 containers d'équipements de la cimenterie de la Province Orientale portés disparus. Une délégation de l'assemblée provinciale de la Tshopo, séjournant présentement dans la capitale congolaise, n'en a retrouvé mercredi 6 septembre que 23 stockés au port de l'ex-Onatra. Le président de l'assemblée provinciale, qui conduit cette mission, a alerté la présidence de la République, la Primature, l'Inspection générale des finances (IGF) ainsi que tous les services compétents pour que les responsabilités soient établies afin de retrouver ces équipements, arrivés à Kinshasa depuis 2010.
« Acheminés de New Delhi en Inde jusqu'à Kinshasa, il y a dix ans, ces équipements n'avaient jamais quitté Kinshasa. Deux ans après leur arrivée, la raison avancée était un manque des moyens financiers. Le coût d'acheminement jusqu'à Kisangani était quant à lui estimé à 500 000 USD que le gouvernement congolais devrait débourser ».

Beni : les enseignants absents dans la plupart des écoles publiques. Jusqu'à présent, les cours des écoles publiques restent désertes. Les enseignements n'ont toujours pas repris, en dépit des messages des autorités et structures de jeunes.

Nord-Kivu : la population de Nyabiondo se plaint d'exactions des groupes armés. Pillages, travaux forcés, arrestations arbitraires et plusieurs formes de tracasseries sont enregistrées au quotidien par la population de Nyabiondo (Nord-Kivu). Les groupes armés confondus - notamment les APCLS, les Nyaturas, les FDLR et même certains militaires des Fardc- font vivre le calvaire à la population. Le président de la société civile de Masisi-Centre confirme toutes ces informations et ajoute que ces mêmes groupes armés s'affrontent dans la région et se retournent par la suite contre la population à travers des pillages. Il a lancé un cri d'alarme envers les autorités militaires, pour mettre fin à cette situation.

Ituri : 7 morts après deux attaques armées dans 2 villages de Mahagi. Les habitants du village Rimba à plus de 10 kms de Nyoka ont été surpris vers 20 h locales par des coups de feu, qui provenaient de toutes les directions. Des sources locales affirment que ce sont des hommes armés identifiés aux miliciens de la Codeco et en provenance de Dhera qui ont attaqué le centre de recherche de l'Institut national de recherches agronomiques à Nyoka. Ces malfrats se sont introduits dans des maisons, où ils ont tué par balle cinq personnes et blessés deux enfants. Une autre source ajoute qu'un autre groupe d'assaillants a attaqué dans la même nuit le centre commercial d'Awu, où ils ont tué deux personnes.

La Monusco rend compte à Félix Tshisekedi de la neutralisation des bandes armées dans l'Est de la RDC. Le représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations unies pour la protection et les opérations, a indiqué qu'il s'agissait de faire le compte-rendu au Chef de l'État, des activités conjointes des Fardc avec l'appui de la Monusco, sur le terrain des opérations, dans l'Est du pays, pour la neutralisation des bandes armées. Le Commandant de la force de la Monusco a, quant à lui, indiqué que les Fard et les forces de la Monusco sont en train de changer la donne sur le terrain avec le renforcement de troupes et la planification stratégique cohérente.

Désignation du président de la Ceni : le candidat est porté par une famille politique, dénoncent la Cenco et l'ECC. Au cours de leur conférence de presse tenue ce 7 octobre au Centre Interdiocésain de Kinshasa, la Cenco et l'ECC ont annoncé qu'elles utiliseront tous les moyens légaux, civiques, démocratiques et pastoraux à leurs dispositions pour atteindre cet objectif électoral. Elles ont, à cet effet, publié l'intégralité de leur rapport sur les négociations ayant échoué à la désignation du successeur de Corneille Nangaa à la tête de la Ceni. Menaces, pressions, intimidations, tentatives de corruption sont des irrégularités ayant entaché la candidature de Denis Kadima, selon le duo Cenco-ECC. Ces éléments suffisent, d'après ce tandem, à démontrer que le candidat de six confessions religieuses est porté par une famille politique, mais le tandem reste engagé, d'après l'Abbé Donatien Nshole, Secrétaire général de la Cenco.

Vendredi 8 octobre.

La grève dans les écoles catholiques est « un conflit entre les employés et leur employeur » (Cardinal). « Ce qui se passe actuellement n'a rien à avoir avec l'Eglise catholique. C'est un conflit de travail entre un employeur, qui est l'Etat, et ses employés, qui sont les enseignants. Donc, il ne s'agit pas d'un conflit entre l'Etat congolais et l'Eglise catholique. Il y en a qui font de mauvaises lectures. Quand on est dans un cas comme celui-là, beaucoup se mettent à insulter l'église catholique, le Cardinal, les évêques. Je crois que nous descendons très bas avec cette culture ». Il rappelle par ailleurs que la grève est un droit constitutionnel. Plusieurs enseignants des écoles publiques et conventionnées catholiques sont en grève. Ils exigent l'accomplissement de différentes promesses faites par le gouvernement, notamment l'amélioration de leur salaire graduellement et autres avantages notamment les soins de santé.

Les évêques de l'ACEAC réfléchissent sur la « solidarité mondiale » en faveur des pauvres et vulnérables. Les évêques du Rwanda, du Burundi et de la RDC, membres de l'Association des conférences épiscopales d'Afrique centrale (ACEAC), réfléchissent depuis le 7 octobre à Kinshasa, sur la « fragilité sociale », qui affecte des populations de la sous-région. La promotion de la protection sociale se fragilise dans ces trois pays. Et face à cette question, les membres de l'ACEAC prônent leur « collaboration commune », pour répondre à la solidarité mondiale en faveur des pauvres et vulnérables. Cette session de réflexions devra parvenir, samedi prochain, à lever des options sur la « carence des thématiques de protection sociale, la rationalisation des moyens à la disposition des églises de la sous-région en partenariat avec les autorités étatiques ». Pour le Cardinal Fridolin Ambongo, l'Eglise est présente dans les milieux les plus reculés du pays, où l'Etat est presque absent. D'où, elle peut être un partenaire essentiel au développement. Il espère que le gouvernement pourra manifester son apport dans cette solidarité sociale.

Le vaccin antipaludique va réduire la mortalité chez les enfants (PNLP). « Qu'est-ce que ce vaccin va apporter ? Ça va jouer sur la mortalité des enfants de moins de 5 ans. Parce que, ce vaccin, juste pour rappeler, il n'est pas destiné à nous tous. On va l'introduire dans le Programme élargi de vaccination (PEV), pour les enfants moins jeunes, pour les protéger contre le paludisme grave. Vous savez que, nous avons fini l'année passée avec à peu près, vingt mille décès liés au paludisme. C'est un chiffre énorme », a révélé directeur du Programme national de lutte contre le paludisme. Le directeur général de l'OMS, a déclaré que, ce vaccin tant attendu pour les enfants était une « percée pour la science, la santé infantile et la lutte contre le paludisme ».

500 véhicules bloqués sur la route Bunia-Mahagi. Les chauffeurs et les passagers déplorent le mauvais état de cette route, qui relie la RDC à l'Ouganda. Les transporteurs disent pourtant payer beaucoup d'argent aux différents postes de péage, notamment à Mudzi Pela, Iga Barrière, Fataki, Mahagi et à l'entrée d'Aru. Les usagers de cette route s'interrogent sur la destination des recettes réalisées par ces services, pendant que la route continue de se dégrader. Cette situation, selon eux, décourage de nombreux usagers à s'acquitter de leurs obligations fiscales. Plus de trois-cents camions transportant des marchandises et des véhicules de transport en commun sont bloqués à Pitso. D'autres engins sont stationnés proche de Libi, où un grand bourbier les empêche d'avancer. Certains chauffeurs affirment avoir déjà passé trois jours dans la brousse, où il n'y a ni logement, ni restaurants, ni eau pour boire ou pour se laver.

Sud-Kivu : 3 millions d'enfants en âge scolaire recensés par Unicef. Le coup d'envoi de la campagne de scolarisation de tous les enfants, garçons et filles, a été lancé le 7 octobre, à Bukavu, au Sud-Kivu. L'objectif poursuivi par cette campagne est que trois millions d'enfants en âge de scolarisation au Sud-Kivu soient non seulement « inscrits » dans des écoles, mais qu'ils aient aussi accès à un « enseignement de qualité ». De l'avis de la ministre provinciale de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST), les parents n'ont plus d'excuses pour ne plus envoyer les enfants à l'école avec la gratuité de l'enseignement de base.

Haut-Uele : la société civile dénonce des tracasseries policières sur la route Wamba-Isiro. « On ne demande pas les documents de bord, on demande seulement de l'argent, on demande seulement le rapport. Pour les passants, il y a des cas où l'on demande même les cartes Impôt personnel minimum (IPM), la carte de vaccination, la carte d'électeur, ce sont là les arguments pour rançonner les gens ». L'administrateur du territoire de Wamba, reconnait que les brebis galeuses ne manquent pas dans toute société.

Butembo : 4 militaires tués lors d'une attaque des Maï-Maï au camp Katanga des Fardc. Le camp Katanga des Fardc a été la cible d'une attaque des Maï-Maï, le 7 octobre au village Katanga-Mukondo dans la chefferie de Baswagha à Lubero, au Nord-Kivu. Il s'agit d'une incursion d'hommes armés non identifiés. Deux civils ont été grièvement blessés par des balles perdues lors de cette incursion. Quatre soldats tués, dont un officier. Les trois sont morts pendant les échanges des tirs alors que le quatrième a succombé à ses blessures le 8 octobre, précise-t-il.

Ituri : la situation humanitaire de 10 000 familles des déplacées se dégrade en raison de l'insécurité (Société civile). Des mouvements des déplacés ont été observés depuis plus de deux semaines, lors de la première attaque du centre de Komanda au sud de Bunia par des combattants assimilés aux ADF. Depuis, des familles entières vident progressivement cette localité et ses environs pour prendre la direction de Mambasa, Irumu, Marabo, Nyakunde, Kombokabo et Bunia. D'autres mouvements des personnes sont signalés depuis une semaine dans la région de Ngongo, Lipri et Mwanga, où se déroulent des combats entre les Fardc et la coalition des groupes armés FPIC et Codeco. Le jeudi 7 octobre, des milliers d'autres familles ont fui l'attaque de la Codeco dans trois villages vers Nyoka, dans le territoire de Mahagi.

Lubumbashi : Sit-in des mouvements citoyens au siège de la Snel. Le document remis au directeur de la Snel, évoque les coupures intempestives, le système de délestage, le manque d'entretien des équipements ce qui entraîne aussi les nombreuses coupures enregistrées dans plusieurs coins de la ville, le monnayage des services de dépannage par les

agents alors qu'ils ne font que leur travail pour lequel ils sont payés par l'Etat congolais, la surfacturation et la facturation forfaitaire. Le directeur provincial de la Snel, a tenu à rappeler à ses interlocuteurs que c'est bien de marcher pour réclamer l'énergie électrique, mais il fallait aussi le faire toutes les fois que la Snel a été victime d'actes de sabotage de la part des inciviques, qui volent les câbles électriques et détruisent ses équipements.

Projet de Budget-2022 : Transparence RDC dénonce la majoration des dépenses des institutions. Pour les organisations non gouvernementales et personnalités congolaises regroupées au sein de Transparence RDC, l'ensemble des institutions connaissent une augmentation substantielle de leurs allocations. « Sur les recettes fiscales, les impôts sur les rémunérations sont faiblement mobilisés, 27,9%. Sur les recettes non fiscales, les recettes de participation ne représentent que 1,9% des recettes alors que le pays dispose de beaucoup de part dans les entreprises minières, au niveau des augmentations. La présidence passe de 158 millions de dollars à 262 millions de dollars, la Primature passe de 39 millions de dollars à 48 millions de dollars, l'Assemblée nationale passe de 176 millions de dollars à 210 millions de dollars ». Certaines de ces majorations peuvent se justifier par le taux d'exécution des budgets précédents. Cependant, il en ressort que bien souvent, la nature de ces dépenses est budgétivore. Certains services de la présidence, « qui font double emploi. Nous pouvons citer l'Agence pour le développement et la promotion du projet Grand Inga (ADPI), le PNMLS DAIPN ainsi que les réserves stratégiques ».

Kinshasa : plus de 500 000 emplois seront créés avec la construction du nouveau marché central (Gentiny Ngobila). Selon le plan présenté à la population, ce lieu de négoce va regorger des banques, magasins et des parkings. Dans son speech, le gouverneur de la ville de Kinshasa s'est aussi réjoui de ses réalisations : réhabilitation des routes qui relient la commune de Matete à la municipalité de Mont-Ngafula, en passant par Lemba, des routes Elengesa, Kikwit et Mombele.

Beni : 1 000 ménages de déplacés vivent sans assistance à Nobili. Ces familles ont fui les attaques des rebelles ADF il y a quelques semaines dans le secteur de Ruwenzori. Ces déplacés ont besoin de nourritures, médicaments et d'autres biens de première nécessité. Le chef de la chefferie de Watalinga demande enfin aux humanitaires et aux personnes de bonne volonté d'aider ces déplacés.

Samedi 9 octobre.
Nord Kivu : la fièvre hémorragique Ebola réapparait à Beni. Dans un communiqué, le ministre de la Santé explique que le nouveau cas est un enfant qui est décédé le 06 octobre. Il affirme que la riposte est déjà mise en place. « Les équipes de la Division Provinciale de santé et de la zone de santé sont déjà à pied d'œuvre sur le terrain pour mener les activités de riposte notamment le listage et le suivi d'environ 100 contacts à ce jour et la décontamination des formations sanitaire»
La précédente épidémie d'Ebola dans la province du Nord Kivu avait surgi le 7 février, avec douze cas dont six décès, et sa fin déclarée, trois mois plus tard, le 3 mai.

Procès des présumés trafiquants d'enfants : le tribunal militaire de garnison de Kikwit se déclare incompétent. Selon le président de ce tribunal : « Nous avons décliné notre incompétence, étant donné que ce sont des civils ». Il a indiqué que l'affaire est renvoyée au tribunal de grande instance.

Début du Programme contre le « retard de croissance », chez les enfants de moins de 2 ans en RDC. « Le Projet Multisectoriel nutrition et santé est un projet pour contribuer à la réduction du retard de croissance chez les enfants de 0 à 23 mois en s'attaquant aux déterminants c'est-à-dire aux causes de la malnutrition. Le projet va agir en essayant d'intervenir au niveau de différents secteurs parce que c'est un projet multisectoriel. Ça veut dire que, ce n'est pas seulement la santé mais, ce sont plusieurs secteurs qui vont se mettre ensemble pour pouvoir arriver à contribuer à la réduction de la malnutrition chronique. Quand on regarde les activités en relation avec l'équipe agricole, c'est 6.500 ménages qui vont bénéficier de ces kits agricoles, les kits de petit élevage. Quand on regarde le transfert monétaire, c'est 6.500 ménages, quand on regarde les activités de bio fortification, c'est 75.000 ménages. Donc le nombre varie en fonction de l'intervention en tant que telle », a expliqué, Madame Cady Touré, gestionnaire de ce programme.

Ituri : la Monusco réhabilite la route Komanda-Idohu en proie aux attaques des ADF à la suite de sa dégradation. Les travaux de réhabilitation consistent essentiellement à « boucher les grands trous », qui se sont formés sur cette route et qui rendent la circulation difficile. Les rebelles des ADF profitaient justement de l'état de délabrement de cette route pour embusquer les véhicules. Plus de 25 voitures et camions ont ainsi été incendiés par les combattants de cette rébellion. Ces travaux, qui vont durer un mois, sont réalisés en collaboration avec le Génie militaire des Fardc.

Résurgence des violences armées dans le Masisi et Lubero à la suite de l'activisme de 2 groupes armées (DDR-C). « Dans le territoire de Lubero vers Katanga, il y a un groupe armé qu'on appelle Kifagio qui vient du RNL ; il y a 3 jours, les combattants de Kifagio ont attaqué le village de Mayeba. Et hier, vendredi, ils ont attaqué le village de

Mokondo-Katanga et la population est en déplacement ». A Masisi, c'est le groupe armé de Maachano, qui occupe de nombreux villages, dans le groupement Ufamandu. Machaano est un ancien rendu, mais faute de prise en charge correct dans le centre de cantonnement, il a repris les armes. Le coordinateur provincial du Programme désarmement, démobilisation et réinsertion communautaire, DDR-C au Nord-Kivu appelle ces groupes armés à revenir dans les centres de cantonnement en attendant le lancement du programme national de réinsertion communautaire et stabilisation, P-DDR-CS. D'après lui, actuellement au moins deux mille combattants sont dans différents camps de reddition à travers la province, sur plus de cinq mille qui s'étaient déjà rendus depuis début de l'année 2020.

Beni : 152 rebelles ADF tués et plusieurs localités libérées pendant l'état de siège dans la région de Beni (Armée). Selon le porte-parole militaire : 152 rebelles ADF ont été neutralisés, 162 collaborateurs ADF arrêtés, deux véhicules et 14 motos saisis. « C'est vraiment glorieux le travail que nous venons de réaliser dans les quatre mois ». Il a ajouté que, plusieurs localités sont à ce jour libérées des ADF. Le porte-parole a notamment annoncé l'arrestation d'un « cerveau » de l'ADF : « qui est responsable des massacres au niveau de Komanda. Il était en train de recueillir des informations en vue d'une préparation d'une attaque dans cette cité d'Eringeti. Pour l'instant, il est entre les mains de nos services pour d'autres renseignements ». Ce joli coup de filet est le fruit de la collaboration entre la population civile et l'armée.

Ituri : visite de réconfort du gouverneur aux populations déplacées de Komanda, victimes d'atrocités des ADF. C'était le 8 octobre à Vonkutu, village situé à 6 kms de Komanda-centre où sont regroupés des milliers de déplacés qui ont fui les attaques des ADF dans cette zone du territoire d'Irumu. Pour le gouverneur de province, les Fardc sont déterminés à mettre fin à cette « aventure » des ADF. Il a demandé à ces déplacés de retourner dans leurs milieux pour donner la chance aux enfants de retourner à l'école. Selon lui, l'armée est déterminée à « garantir leur sécurité ». Il a, ensuite demandé aux jeunes de se « désolidariser et de dénoncer l'ennemi qui vit parmi la population ». Pour la société civile locale, la paix doit d'abord être rétablie dans cette région avant le retour de la population.

Butembo : 8 combattants Maï-Maï tués et 4 armes récupérées dans une attaque contre les Fardc. Des Maï-Maï, du groupe Baraka ont mené cette attaque à 5 h du matin, contre la position du 313ème bataillon Commando de Kavisa dans la localité de Makungwe en groupement d'Isale Kasongwere. D'après la société civile de la chefferie de Bashu, ces affrontements ont duré quelques heures, l'avant-midi de ce samedi et les Fardc sont parvenues à repousser l'ennemi. Ces affrontements ont occasionné une fois de plus, un déplacement massif des populations. Pourtant, il n'y a pas longtemps que, ces populations avaient regagné le milieu après les attaques d'il y a quelques semaines. Pour l'heure, la situation est sous contrôle des Fardc. Le porte-parole des opérations Sokola 1, encourage la population à collaborer avec les Fardc pour venir à bout de l'insécurité dans cette zone.

LAMUKA refuse tout « glissement » et fraude électorale en 2023. Lors de son meeting samedi 9 octobre à Kinshasa devant des milliers de militants de sa plateforme Lamuka, Martin Fayulu a indiqué que son opinion sur la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) n'est pas liée à l'homme mais plutôt à la dépolitisation de cette institution. Au sujet de l'insécurité dans l'Est de la RDC, plusieurs personnes sont régulièrement massacrées, a-t-il, en dépit de l'état de siège. Il demande aux autorités de lever l'état de siège qu'il considère comme une distraction et de revenir l'administration civile.

Corneille Nangaa : « Avec la volonté politique, on peut encore tenir les élections en 2023 ». Pour M. Nangaa, c'est un débat républicain sur les enjeux majeurs des élections. Il reste convaincu que les élections de 2023 peuvent s'organiser avec les trois opérations mutualisées entre la Ceni, l'Office nationale d'identification de la population (ONIP) et l'Institut national des statistiques (INS). Une feuille de route a déjà été élaborée et se trouve sur la table du premier ministre. Il en découle que les préparatifs des opérations mutualisées pré-électorales devront se terminer le 15 mai 2023. Elles concernent l'identification des populations, le recensement scientifique et l'enrôlement des électeurs.

Nord-Kivu : le carburant se vend moins cher chez les revendeurs que dans les stations-service. Le prix du litre du carburant auprès des revendeurs revient à 2 000 Fc auprès des revendeurs du Nord-Kivu, alors que dans les stations-service, le produit revient à 2 150 Fc. L'association des pétroliers du Nord-Kivu a déploré cette pratique, le 8 octobre, après l'échange qu'elle a eu avec tous les détaillants. Le coordonnateur d'un regroupement des revendeurs des produits pétroliers à Goma, affirme ne pas connaitre la provenance du carburant qui est revendu à bas prix dans la ville. En attendant, les clients ont déserté les stations-services. Ils préfèrent se ravitailler auprès des détaillants.

Nord-Kivu : les deux groupes armés nouvellement créés appelés à réintégrer le processus de démobilisation. Selon le coordinateur provincial du programme DDRC-S au Nord-Kivu, il s'agit du groupe de Maachano, qui occupe de nombreux villages, dans le groupement Ufamandu, et d'une faction des Résistants nationalistes lumumbistes (RNL), qui vient de se créer dans le groupement Manzia, dans la chefferie des Baswagha, dans le Lubero. Il dit regretter la formation de ces deux groupes armés et la résurgence de la violence au moment où est attendu le lancement incessant du programme national de réinsertion communautaire et stabilisation.

Julien Paluku annonce l'implantation de l'entreprise Pepsi en RDC. Les responsables de cette firme sont attendus au début de la semaine prochaine à Kinshasa. Le ministre de l'Industrie en mission au Zimbabwe a visité les différentes usines qui comptent s'installer en RDC pour la production des canettes, boissons et emballages de différentes marques de cette firme.

Kinshasa : l'AUDF remet des produits alimentaires et pharmaceutiques aux prisonniers « plus vulnérables » de la prison de Ndolo. Selon la présidente du Conseil d'administration de l'ONG Alliance pour l'universalité des droits fondamentaux cette association, cette assistance matérielle répondra aux besoins exprimés par quelques détenus avec qui l'ONG a échangé avant la remise de ce don. L'AUDF est une ONG congolaise œuvrant pour la promotion et la protection des droits de l'homme.

Dimanche 10 octobre.

Naufrage de Bumba : le gouvernement provincial décrète un deuil de 3 jours. Les autorités parlent actuellement de 55 corps repêchés sur une centaine des disparus et plus de 80 survivants. Elles confirment également que les recherches se poursuivent encore sur le fleuve Congo, aux alentours de Bumba, en vue de retrouver certains corps. Mais, l'espoir de retrouver d'autres survivants devient minime. Car plusieurs passagers seraient encore enfouis sous l'eau, précisément sous des sacs de maïs.

Mbuji-Mayi : la clinique ophtalmologique saint Raphaël dispose desormais d'un bloc opératoire et d'une salle d'hospitalisation. Le directeur de cette Clinique, Dr Simon Pierre Kasongo a indiqué que ce centre hospitalier contribue au recul de la cécité visuelle par la prestation des soins oculaires de qualité. La construction de la Clinique ophtalmologique a été financée par plusieurs partenaires dont l'Association Alliance Internationale France, Hungary Helps et l'ONG Lumière pour le monde. Cette clinique reçoit près de 35 000 malades par an, a affirmé son directeur.

Bunia : un hélicoptère des Fardc termine sa course dans un champ de manioc, à Rwampara, à la périphérie de Bunia, dans le groupement Tsere, en Ituri. Selon le chef de cette entité, cet appareil revenait d'une zone opérationnelle à destination de l'aéroport de Bunia. A bord, cinq militaires Fardc qui sont sortie indemnes. Des sources militaires qui confirment cet accident, parlent d'un problème qui a nécessité un atterrissage d'urgent.

Les femmes de Butembo et de Bunia mettent en place un plan d'action pour la recherche de la paix. Au cours d'une rencontre de réflexion qui a eu lieu le 8 octobre à la maison des femmes à Bunia, ces femmes se sont dites préoccupées par la dégradation de la situation sécuritaire dans leurs milieux. Elles ont mis en place un plan d'action conjointe afin de rendre plus visible la contribution des femmes dans la recherche de la paix dans ces deux provinces en cette période exceptionnelle. Cela, à travers des plaidoyers auprès des autorités compétentes, les sensibilisations et des rencontres directes avec les leaders des groupes armés pour les conscientiser à déposer les armes. Elles se disent prêtes à être des ambassadrices de la paix en véhiculant des messages de la pacification et cohabitation pacifique parmi les populations.

Journée mondiale de la santé mentale au Sud-Kivu : 35 240 malades répertoriés au premier semestre de 2021. Pour le ministre provincial de la santé du Sud-Kivu, les catastrophes naturelles à répétition, la pauvreté et d'autres situations traumatiques sont les principales causes de cette situation. Comme mesures de prévention et de lutte contre ces cas de santé mentale, a-t-il indiqué, figurent l'accès aux soins de santé mentale de qualité, la réinsertion et la réintégration des malades dans la vie socio-économique et le soutien aux familles et proches des malades.

Ituri : un convoi des véhicules attaqué par des rebelles ADF à Kidepo. Le convoi composé d'une centaine de véhicules en provenance de Luna à la limite entre le Nord-Kivu et l'Ituri a été surpris par des coups de balles tirées en rafale vers Kidepo. Des hommes armés ont surgi de la forêt et tiré plusieurs coups de feu en direction des véhicules. Quatre véhicules qui étaient dans le convoi ont été incendiés par ces rebelles. Des sources militaires indiquent que grâce à l'intervention rapide des soldats qui convoyaient ces voitures, aucun dégât humain n'a été enregistré.

Kinshasa : l'UNC appelle à l'unité des politiciens pour le développement du pays. Le porte-parole de la diaspora de l'UNC et coordonnateur du mouvement "Wazalendo", allié au parti de Vital Kamerhe, a appelé la classe politique congolaise au respect mutuel, à l'unité et à éviter l'outrage. Il a également noté qu'au stade actuel, la RDC a besoin de la contribution de tous les fils et filles du pays, y compris son leader, pour la cohésion, gage de son développement. Il continue également à évoquer l'innocence de Vital Kamerhe, et à exiger sa libération.

RDC-Emirats Arabes Unis : Félix Tshisekedi et Mohammed Ben Zayed explorent les opportunités d'investissements. En visite officielle aux Émirats Arabes Unis, depuis samedi 9 octobre dans la soirée, le Chef de l'Etat a eu une réunion bilatérale ce dimanche avec son Altesse Mohammed Ben Zayed Al Nahyane, prince Héritier

d'Abu Dhabi et Commandant suprême des forces armées des Émirats Arabes Unis. « La présence des ministres des Affaires étrangères, de l'Urbanisme et habitat, des Hydrocarbures ainsi que celui des Affaires foncières dans la délégation présidentielle traduit la volonté du Chef de l'Etat de ramener des investissements emiratis dans le domaine immobilier et autres infrastructures », indique la dépêche. Le président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo va aussi tirer profit de l'Expo Dubai 2020-2021 pour vendre l'image de son pays.

Le Programme de développement de 145 territoires permet aux Congolais de bénéficier de l'argent entrant dans les caisses de l'État. « Le chef de l'État a dit qu'il faut que chaque Congolais puisse bénéficier de cet argent qui entre dans les caisses de l'État. Pour ce faire, nous devons descendre dans les territoires en vue de procéder à la distribution équitable de nos richesses. Aujourd'hui, nous sommes ici pour poser un acte symbolique. Au même moment, tous les gouverneurs de province de la RDC sont saisis. Tous les administrateurs des 145 territoires de la RDC sont saisis. Dans chaque territoire, nous allons commencer le travail. […] Nous sommes venus ici pour lancer tous ces travaux », a indiqué Jean-Michel Sama, le chef du gouvernement congolais. «Symboliquement, nous avons un projet d'adduction d'eau, un projet de réhabilitation d'une école, le projet de l'administrateur du territoire, pour rester dans les axes que le chef de l'État a définis pour nous. Ce programme qui commence aujourd'hui, va permettre le développement de nos provinces ». Non loin de la mission catholique de Bukanga Lonzo, le Premier ministre Sama Lukonde a lancé, depuis la RN1, les travaux de réhabilitation et d'entretien des pistes de desserte agricole correspondant au tronçon Lonzo-Baringa-Nganzi-Fangulu, long de 95 km. Au territoire de Kenge 2, le chef du gouvernement a posé la première pierre de construction des bureaux de l'Etat destinés à l'administrateur du territoire, à la police et aux autres services de l'État. Ces ouvrages doivent renforcer la présence de l'Etat dans cette entité.

Moanda : les infrastructures de pêche construites depuis 3 ans toujours pas opérationnelles. Des infrastructures de pêche ont été construites à Moanda grâce aux cofinancements du Fonds mondial de l'environnement et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Moanda-Village, abrite un de ces ouvrages : un complexe de séchage et de transformation des produits de pêche. Il est composé notamment des six plaques solaires pour le séchage des poissons salés et de deux fours thermiques pour la production des poissons fumés. A côté de ce complexe, le PNUD a construit, pour le même village, une unité de production d'aliments pour bétails. Un peu plus loin, au village Nsia Mfumu, les pêcheurs ont bénéficié d'un petit marché moderne, où ils peuvent vendre dans de bonnes conditions sanitaires leurs produits de pêche. Mais aucun de ces ouvrages, bien que terminés depuis deux ou trois ans, ne fonctionne. Les pêcheurs, regroupés dans des coopératives villageoises, estiment : « Il nous faut un fonds de roulement, un fonds de démarrage pour commencer avec la production d'aliments pour bétails », affirme un pêcheur de Moanda-village. Pour vendre les poissons dans le marché moderne, qui leur a été construit, les pêcheurs posent encore un préalable. « Que le PNUD construise une chambre froide » Pour certains acteurs sociaux de Moanda ces motifs avancés par les pêcheurs n'expliquent pas la non-utilisation de tous les autres ouvrages, notamment les plaques solaires pour le séchage des poissons salés et les fours thermiques pour la production des poissons fumés. Ils imputent plutôt cette attitude au manque d'appropriation du projet par les communautés locales bénéficiaires et surtout au « manque de volonté dans le chef des autorités tant provinciales que nationales » qui devraient accompagner ce projet. En effet, selon les termes du projet, le gouvernement doit participer au cofinancement.Mais à ce jour, affirme le point focal du PNUD à Moanda, aucun fonds n'a été décaissé par le gouvernement pour remplir sa part du contrat. L'adjoint du chef de village Nsia Mfumu appelle le gouvernement à s'investir pour que les infrastructures construites en faveur des pêcheurs de Moanda, par le PNUD et le Fonds mondial de l'environnement, soient opérationnelles.

Lundi 11 octobre.

La grève persiste dans les écoles conventionnées catholiques. Dans plusieurs écoles conventionnées de Kinshasa, les enseignants n'ont pas donné cours toute la semaine passée, au grand-dam des élèves. Selon plusieurs sources, ces enseignants n'ont pas eu gain de cause après la réaction du gouvernement sur leurs revendications. Ils réclament, par exemple, l'augmentation de leurs salaires. Après les premières discussions avec le syndicat, le gouvernement a ajouté 20.000 francs congolais (10USD) par enseignant des centres urbains et 40 000 francs congolais (20 USD) par enseignant des milieux ruraux. Pourtant, les syndicalistes exigeaient un minimum de 100.000 francs congolais (50 USD). C'est cette situation qui est à la base de l'actuel mouvement de grève. Le ministre de l'Enseignement primaire secondaire et technique, qui tenait à la rentrée scolaire effective et apaisée, après avoir constaté ce mouvement de grève, a lancé une mise en garde à l'endroit des enseignants et certains syndicats grévistes. Sans trop attendre, il est passé à l'acte. Pour le secrétariat général de l'EPST, certains enseignants risquent d'être remplacés par ceux qui ne sont pas inscrits sur les listes de paie. Les parents désemparés souhaitent que la rencontre entre le ministre Tony Mwaba et les coordinateurs des écoles conventionnées et l'Intersyndical de l'EPST, ce lundi, décante la situation pour sauver cette année scolaire. **Bosco Puna : « Désactiver les enseignants grévistes est une violation grave de la constitution ».** En effet, sur instruction du ministre de l'EPST, le secrétariat de l'EPST a décidé de désactiver et retirer de la liste de paie les enseignants qui n'ont pas été trouvés sur le lieu de service alors qu'ils sont en grève. Cette décision est décriée par les ONG de défense des droits de l'homme, qui évoquent le non-respect du droit de grève et des procédures

disciplinaires et administratives. Le SYNECAT accuse le ministre de l'EPST d'envenimer la situation et se réserve le droit de porter plainte contre Tony Mwaba. « le SYNECAT et la synergie des syndicats des enseignants de la RDC qui a lancé le mot d'ordre de non reprise du travail, demande à tous les enseignants de poursuivre la grève jusqu'à ce que le gouvernement va répondre aux revendications des enseignants ». **Remplacement des enseignants grévistes : Francine Muyumba adresse une question orale avec débat au ministre de l'EPST.** La sénatrice Myumbu estime que le droit de grève est « constitutionnel » et que les grévistes ne peuvent en aucun cas être sanctionnés ni remplacés par de nouvelles unités. Pour elle : « Nous espérons que le Sénat va juger recevable cette question, considérant l'urgence et la nécessité. L'objectif est d'obtenir l'annulation de ces décisions par le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique. Car, jusqu'à présent, nous considérons que cette décision est illégale et elle ne cadre pas avec les lois de la République en la matière ».

Construction d'un barrage dans le parc Upemba : 185 ONG saisissent Félix Tshisekedi. Pour ces ONG, la « survie de la biodiversité dans ce parc est menacée » et il y aura la « diminution du volume d'eau », ce qui priverait des milliers des personnes de leurs activités principales, dont la pêche. La société Kipay investment, initiatrice de ces travaux, rejette ces accusations et les trouve infondées. Elle assure que toutes les études environnementales ont été menées et ce barrage ne présente aucun danger : « J'ai eu des études environnementales préalables. Ces études sont l'émanation des termes de références qui m'ont été données par l'agence congolaise de l'environnement et en plus il y a un comité de pilotage. Les environnementalistes sont-là pour prévenir les effets néfastes et en revanche avec une vue pour aller de l'avant. Ces études ont été approuvées et acceptées parce qu'elles ont été défendues, selon les règles de l'art. Et dans ces études, on montre très bien que les effets bénéfiques seront plus grands que ce que les autres sont en train de dire».

Nord-Kivu : plusieurs filles issues du viol souffrent d'une « grave crise identitaire » (ONG PAIF). La journée internationale de la jeune fille est célébrée ce 11 octobre. Radio Okapi s'est penchée sur la situation d'une catégorie particulière des jeunes filles du Nord-Kivu, celles « issues des viols ». Elles ont grandi, mais elles passent par une « grave crise identitaire ». L'ONG Programme d'appui aux initiatives féminines (PAIF), qui accompagne psychologiquement certaines d'entre-elles explique : « Elles restent chez leurs grands-parents lorsque leurs mères se sont remariées. Parfois, les grands parents les maltraitent. Elles viennent vers nous car, elles ont des problèmes très sérieux. Il y en a même qui réclament de connaitre à tout prix leurs pères et demandent aux grands parents. Les grands parents disent : demandez à votre mère ; la mère ne sait pas dire le nom. Et quand on travaille avec ces filles, elles disent : 'vraiment, ma solution, c'est de connaitre mon père'. Et quand on essaie de leur faire comprendre qu'elles peuvent s'accepter comme ça, ce n'est pas vraiment facile ». L'assistante psycho sociale PAIF ajoute qu'en recherchant leurs identités, ces filles s'explosent notamment aux violences sexuelles : « Le fait de ne pas avoir un père, elles recherchent l'affection partout, même auprès des garçons malhonnêtes qui abusent d'elles et qui les rejettent ; et leur souffrance ne fait que s'accentuer. Parfois elles mettent au monde des enfants qui vont encore souffrir de cette crise d'identité ».

Naufrage à Bumba : les autorités rappellent l'interdiction de la navigation nocturne. Les autorités de Bumba ont réagi ainsi après le naufrage d'un convoi de pirogues motorisées, mercredi 6 octobre, à quelques 24 kms en amont de la ville. Selon l'administrateur du territoire, les premiers éléments d'enquête donnent pour causes de ce drame, qui a coûté la vie a plus de cinquante-deux personnes et plusieurs disparus, la « surcharge et la navigation nocturne sans projecteur». Mais, la Force navale qui doit faire respecter cette mesure, fait face à un « manque criant » de la logistique dont les engins de patrouille fluviale. L'administrateur du territoire plaide pour la dotation de cette unité avec de canots rapides.

Ituri : reddition de 4 rebelles des ADF à Mala. Selon le porte-parole de l'armée en Ituri, cette reddition est le résultat des opérations de traque de ces rebelles dans la région de Boga et Tchabi. Ce qui porte à neuf, le nombre des ADF qui ont déposé les armes en l'espace de deux semaines. Malgré ces redditions, ces rebelles multiplient ces derniers jours des attaques sur l'axe Komanda-Luna au Sud d'Irumu.

Kananga : les inspecteurs largués sur terrain pour contrôler les cas d'absences des enseignants. Le directeur de la province éducationnelle Kasaï-central 1, précise : « Les inspecteurs itinérants et chefs des pools sont largués. Les chefs d'antennes et les agents de Service de contrôle de la paie des enseignants doivent effectuer leur travail de routine de contrôle physique. Dès que nous allons tomber sur des cas comme ça, nous allons exécuter les instructions de notre hiérarchie ».

Mbuji-Mayi : 144 adolescents ciblés pour la sensibilisation sur la santé sexuelle. Financé par le fonds pour les femmes congolaises, ce programme de six mois est exécuté par l'ONG locale « Enfant de l'univers ». « Nous avons ciblé la zone de santé rurale de Tshilenge vu que de ce côté-là, il y a beaucoup d'abus sexuels. Il y a les mariages précoces. Et puis, les jeunes se livrent à la prostitution à bas âge, d'après nos enquêtes. » Dans la santé sexuelle et reproductive, « il y a des méthodes contraceptives, la planification familiale, la prévention contre les maladies

sexuellement transmissibles. Il y a aussi les conseils qu'on donne aux jeunes en rapport avec la sexualité. Pendant six mois, nous allons nous entretenir avec les jeunes. Nous allons leur montrer l'utilité de la sexualité ».

Beni : le chanteur Idengo Delcato placé en détention à la prison centrale de Kangbayi. L'artiste musicien Idengo Delcato est accusé d'avoir enregistré des messages audio-visuels, appelant la population de Beni à s'attaquer aux militaires, policiers et leurs familles à partir du 15 octobre 2021.

Attaque de Makungwe : reprise timide des activités socio-économiques. Le Président de la société civile de Bashu, affirme que la psychose continue à gagner le chef de la population de cette localité, dont la majorité des habitants a trouvé refuge dans la ville de Butembo. Il invite ainsi l'armée à doubler ses efforts pour mettre fin aux attaques récurrentes et incursions d'hommes armés dans cette entité. Il appelle également la population à collaborer avec les forces de sécurité, en vue d'atteindre cette finalité. Le porte-parole des Fardc a réitéré sa mise en garde envers des citoyens qui diffuseraient des messages terrorisant la population. Il appelle enfin cette population au calme car, dit-il, l'armée contrôle toute la zone.

Kwilu : le gouvernement provincial remanié. Le gouverneur du Kwilu, a signé le 9 octobre à Kikwit, un arrêté portant nomination des ministres provinciaux du Kwilu. Dans cet arrêté publié dimanche 10 octobre dans la soirée, le poste du ministre provincial de l'Intérieur, sécurité, affaires coutumières et actions humanitaires est à pourvoir. La plupart des anciens ministres provinciaux sont maintenus dans cette nouvelle équipe.

Nord-Kivu : 44 dossiers des viols d'enfants en instruction au tribunal militaire de garnison de Goma. Selon les sources judiciaires, les victimes sont, pour la plupart, des enfants dont l'âge varierait entre 12 et 17 ans, tous résidant dans la ville de Goma. Elles sont assistées par l'ONG-Dynamique des femmes juristes du Nord-Kivu (DFJ). Presque toutes les victimes présumées, seraient abandonnées par leurs bourreaux supposés avec des grossesses non prises en charge sur le plan médical. Pour faciliter l'organisation des audiences, le tribunal, devra organiser deux chambres d'instruction où les violeurs présumés assistés par leur conseil, comparaitront devant les juges, a précisé le président de cette juridiction.

Le Conseil des droits de l'homme étend le mandat de l'équipe d'experts sur le Kasaï sur tout le territoire. Le Conseil des droits de l'homme, qui a clos ce 11 octobre à Genève les travaux de sa 48ème session a décidé de renouveler le mandat de l'Équipe d'experts internationaux sur la situation au Kasaï pour une durée d'un an. Et dans ce nouveau mandat, l'équipe l'étend sur tout le territoire national de la RDC. Le Conseil a accueilli avec satisfaction la poursuite du procès engagé contre les auteurs présumés du meurtre de deux experts des Nations Unies et de leurs accompagnateurs ainsi que la condamnation des responsables et l'indemnisation des victimes dans l'affaire en lien avec la milice Kamuina Nsapu dans la région du Kasaï. Le Conseil demande aussi à l'Équipe de présenter son rapport final au Conseil lors de sa 51ème session [septembre 2022] ainsi qu'une mise à jour orale lors de sa 49ème session [mars 2022].

Mardi 12 octobre.

Les syndicats exigent la réhabilitation des enseignants désactivés de la liste de paie. Le président national de la Coordination des écoles conventionnées, a invité les enseignants des écoles conventionnées à reprendre les activités scolaires, en attendant les conclusions des discussions entre le syndicat et le gouvernement. Mais, le secrétaire général du Syndicat national des enseignants des écoles catholiques et aussi porte-parole de la Synergie des syndicats des enseignants de la RDC, estime que le ministre de l'EPST doit commencer par réhabiliter les enseignants grévistes qui ont été désactivés de la liste de paie. Pour sauver l'année scolaire 2021-2022, il appelle à la poursuite des négociations et l'implication du Premier ministre et du Chef de l'Etat. « La partie gouvernement a fait preuve de bonne foi en ajoutant une somme sur le salaire des enseignants. Les discussions restent ouvertes à travers les travaux de la commission paritaire. Nous appelons donc tous les enseignants à rejoindre leurs salles de classe et à continuer à former. Nous espérons que les conclusions satisfaisantes pour chacune des parties pourront être trouvées », a lancé conseiller au collège juridique de l'EPST.

Kisangani : des prêtres catholiques abandonnent 62 jeunes devant la résidence du gouverneur. Les prêtres veulent ainsi pour marquer leur désapprobation face à la « tentative de spoliation », de leur concession par un groupe de personnes supposées appartenir à un réseau mafieux « au su et au vu de toutes les autorités provinciales », a déclaré un prêtre de Sacré-Cœur de Jésus. Pourtant les prêtres affirment détenir tous les documents cadastraux du site. Dimanche dernier, de tensions ont éclaté entre ces enfants encadrés par les prêtres et un agent de cadastre, entouré de ses proches, qui tentait de procéder aux travaux de mesurage et de bornage, à l'insu des prêtres. Les jeunes pensionnaires de la maison Saint Laurent ont opposé une résistance farouche. Quatre enfants ont été blessés lors de cet incident.

Nord-Kivu : la société civile et le comité d'appui à la riposte contre Ebola mobilisent la population de Beni. Le vice-président de la coordination provinciale de la société civile, demande à la population de Beni « d'abandonner cette stratégie de résister contre les équipes qui viennent nous aider. Que la communauté se méfie des intox, des mauvaises informations qui sont distillées parfois par des politiciens, des leaders ou même par des personnes mal intentionnées qui, parfois, déroutent la population. Nous avons encore en mémoire les affres de la dixième épidémie, nous avons perdu plus de 2700 personnes au cours de cette épidémie. Nous avons déjà une expertise qui est à la hauteur de la situation. Si nous capitalisons les connaissances, les acquis, il y a à espérer ». Au gouvernement congolais, il demande la mobilisation des moyens pour stopper la propagation de cette 13e épidémie d'Ebola en RDC. De son côté, le comité d'appui à la riposte contre Ebola se dit préoccupé par la résurgence de cette épidémie dans la ville de Beni. Pour éviter la propagation de la maladie, son coordonnateur, a invité la population à l'engagement communautaire contre cette épidémie :

Etat de siège : les violences se sont intensifiées, selon l'évêque de Mahagi. Lors d'un point de presse tenu à Mahagi-centre, Monseigneur Sosthène Ayikuli a clairement indiqué que, l'état de siège qui avait suscité l'espoir pour le rétablissement de la paix en Ituri commence à céder la place à la révolte : « L'état de siège qui était décrété depuis plus de cinq mois, avait pour objectif principal d'éradiquer les forces négatives, qui endeuillent les populations civiles qui sont sans moyen de défense. L'avènement de cet état de siège avait suscité tant d'espoirs. Le nombre des morts enregistré en cette période et l'insécurité de plus en plus grandissante cèdent la place au désespoir, à la révolte, aux aveux, qui risquent d'engendrer la dangereuse tentation d'auto-défense. Dans ce cas, il devient même difficile de compter sur la collaboration de la population ». Il recommande le renforcement des effectifs militaires et l'amélioration de leurs conditions.

Beni : nouveaux affrontements entre les Fardc et ADF. Plusieurs personnes ont été tuées, d'autres disparues et des maisons incendiées dans une attaque attribuée aux rebelles des ADF du 9 octobre au 11 octobre à Mbingi, Mapasana, Manganzi, Matekelambi, Mabuo et Matadi dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). Pour l'instant la population de la région rencontre des difficultés à se déplacer vers les zones sécurisées, ne sachant pas où se cacherait l'ennemi.

Kasaï-Central : destitution de tous les membres du bureau de l'assemblée provinciale. Les 5 membres du bureau de l'assemblée provinciale du Kasaï-Central ont été déchus, le 11 octobre à Kananga, à l'issue du vote des pétitions initiées par leurs collègues députés. Ils sont accusés de gestion calamiteuse des finances, propos malveillants envers les députés et de détournement des émoluments. Le président du bureau d'âge a annoncé la publication prochaine du calendrier pour l'organisation des élections de nouveaux membres du bureau de l'Assemblée provinciale du Kasaï-Central.

Mongala : l'ONG AJBS alerte sur la carence des magistrats. L'ONG Action des jeunes pour le bien-être social (AJBS) demande au conseil supérieur de la magistrature de nommer d'urgence des juges à Lisala et Bongandanga (Mongala), où les tribunaux ne sont pas opérationnels faute de juges. Cette structure des jeunes dénonce l'engorgement constaté actuellement à la prison centrale de Lisala et aussi à la prison militaire d'Angenga, située à 25 kms de la ville. Le nombre des détenus préventifs est élevé dans ces maisons carcérales, leurs dossiers étant bloqués notamment au niveau des tribunaux de paix et de grande instance par manque de juges. L'ONG déplore ainsi les conditions de vie que mènent ces détenus, qui mangent difficilement et passent la nuit à même le sol.

Sept creuseurs artisanaux tués dans un éboulement à Shabunda, et cinq autres sont disparus. L'incident a eu lieu le 11 octobre dans le groupement de Baliga à Shabunda (Sud-Kivu). La pluie de ces derniers temps est la cause de l'éboulement, a expliqué Kalewalelo de la Nouvelle dynamique de la société civile (NDSC) depuis Mulungu.

Maniema : début de la réhabilitation de la route Kindu- Kibombo. Le coût des travaux s'élève à plus de 150 000 dollars américains. Ils vont permettre à la commune rurale de Kibombo d'être relier pour la première fois au chef-lieu de la province. « Ce montant prend en compte les deux ponts, le reprofilage d'un kilomètre entre les deux ouvrages ainsi que l'entretien du tronçon Katako-Bifumabe. Ces travaux consisteront à la suppression des bancs de sable et le reprofilage avec compactage sur un linéaire total de 106 kilomètres, la construction des quatre dalots de 160 ». Pour le gouverneur intérimaire du Maniema, Afani Idrissa, l'objectif est d'assurer une connexion entre les territoires et la ville de Kindu.

Tommy Tambwe au Nord-Kivu pour préparer le lancement du programme DDRC-S. Après une longue période d'attente, le programme de Démobilisation, désarmement, relèvement communautaire et stabilisation entre enfin dans sa phase du lancement officiel. Son coordonnateur national, Tommy Tambwe Rudima, où il séjourne dans le cadre de sa première visite dans la province du Nord-Kivu depuis sa nomination. « Ma mission va consister à collecter les données, qui vont servir à l'élaboration de la stratégie nationale, pour le programme DDR-CS. Je vais profiter de ce séjour pour consulter les autorités, la société civile, la FEC, les communautés et à la fin, nous allons mettre en place le cadre de

concertation pour la paix et appui au programme DDRC-S. Avec le gouverneur, nous avons passé en revue la question des (combattants qui se sont) rendus, des centres de regroupement, le sort des services qui travaillaient dans ce sens ». Le Nord-Kivu, avec plusieurs dizaines de groupes armés actifs, compterait à ce jour près de 2000 combattants qui sont rendus. Ils sont cantonnés dans au moins quatre centres militaires en attente de leur réinsertion communautaire.

Les défis de la décentralisation dans le Kasaï-Oriental. D'après l'experte au ministère de la décentralisation, Lolita Nganga, quelques défis empêchent l'effectivité de la décentralisation en RDC, dont le manque de mesures d'application des lois sur la décentralisation et la méconnaissance de la loi sur les finances publiques. Elle explique que tout ceci est souvent à la base des conflits qui opposent les autorités provinciales, territoriales et celles des entités territoriales décentralisées : « Par exemple au niveau des finances, si on pouvait comprendre la loi des finances de la même manière nous tous, je crois qu'il n'y aurait pas de problèmes, parce que les responsabilités sont bien définies ». Cette table ronde est organisée par la Coopération allemande dans le cadre du projet d'appui à la promotion de la démocratie locale.

Ituri : 2 civils tués dans une nouvelle attaque des ADF à Mambelenga. Ces hommes munis de fusils et de machettes ont surgi de la forêt pour faire incursion à Mambelenga-centre. Selon la société civile ces rebelles dont certains étaient cagoulés, ont ouvert le feu sur les habitants qui trainaient encore dehors à cette heure de la soirée. Des militaires en poste dans cette localité ont réagi aux tirs de l'ennemi, Des affrontements s'en sont suivis entre les deux belligérants. C'est la deuxième attaque, en l'espace de trois jours, sur cet axe dit de la « mort » entre Komanda-Luna.

Bandundu : les enseignants conditionnent la reprise du travail par la réactivation des enseignants désactivés. « Le ministre a violé la constitution. La grève c'est un droit. La grève est maintenue jusqu'à nouvel ordre. Comme il y a les pourparlers avec le gouvernement, qu'on analyse mais en attendant nous sommes toujours en grève. Il faut qu'on puisse trouver d'abord la solution de réactiver ceux qui sont désactivés avant qu'on puisse commencer ». Le maintien de cette grève inquiète certains élèves qui appellent le gouvernement à penser à leur éducation.

Kinshasa : Sylvano Kasongo attendu comme renseignant au prochain procès de Rossy Mukendi. L'audience publique de lundi 11 octobre a tourné autour de la dotation des minutions qui ont servi à la commission du crime le 24 février 2018. Qui avait doté l'escadron mobile du Mont Amba des minutions ? Y a-t-il eu un document signé pour cette dotation ? Les prévenus ont été confrontés à toutes ces questions, lors de cette audience.

Tshopo : l'Unicef lance la campagne d'inscription des enfants en âge de scolarisation. Le bureau de l'Unicef Kisangani a réaffirmé sa ferme volonté et ses efforts renouvelés à accompagner le gouvernement provincial dans la promotion de l'éducation de tous les enfants et surtout les plus vulnérables. Le représentant du chef de bureau de l'Unicef a énuméré les actions engagées pour appuyer l'éducation de base avant de faire le plaidoyer en faveur de l'éducation : «Notre plaidoyer auprès de l'exécutif provincial est d'assurer la multiplication des cahiers d'exercices pour tous les élèves du primaire et appuyer toutes écoles de la province en dispositifs de lavage des mains et autres intrants nécessaires favorisant l'application des mesures barrières au sein des écoles »

Lualaba : la première semaine congolaise du tourisme se tient à Kolwezi. Placé sous le thème "tourisme et croissance inclusive", ces assises ont pour objectif de revaloriser les atouts touristiques considérés aussi comme une alternative économique à l'activité minière, a indiqué la vice-gouverneur du Lualaba. « Kolwezi une cité touristique... la place de l'indépendance qui renferme l'histoire de l'indépendance de notre pays. Il y a la représentation de l'histoire minière, de la faune et de la flore du Congo. Le rond-point Mwangeji retrace l'histoire de la préparation du cuivre par les mangeurs du cuivre ensuite l'exploitation industrielle qui a été envahie par l'exploitation artisanale ».

Sud-Kivu : le gouvernement annonce des mesures pour mettre fin à l'insécurité sur la route de Walungu. Parmi les principales résolutions, le conseil de sécurité provincial met l'accent sur l'accélération du processus de désarmement, démobilisation, réinsertion communautaire et de stabilisation, DDRC-S. Le conseil constate que la plupart des coupeurs de route sur la RN2 sont des ex-combattants et démobilisés des Fardc. Cette route qui relie la ville de Bukavu aux territoires de Kabare, Walungu, Mwenga et Shabunda est devenue un cauchemar pour les usagers. A moins d'une dizaine de kms du centre-ville de Bukavu, des véhicules sont la cible des attaques à répétition des hommes en armes. Le ministre provincial de l'Intérieur, Théophile Kiluwe sollicite la collaboration de la population avec les forces de l'ordre qui sont déjà en patrouilles de brousse sur la RN2, axe Bukavu-Walungu.

Affaire RAM : le FCC dépose une motion de défiance contre Kibassa Maliba à l'Assemblée nationale. Après le dépôt de la motion de défiance du député Jean Marie Bulambo, le Front commun pour le Congo estime que cette initiative de contrôle parlementaire vise à protéger les intérêts du peuple congolais. Du côté de l'Union Sacrée, les députés n'arrivent pas à s'accorder sur le sort qui devrait être réservé au ministre Augustin Kibasa ainsi qu'à la taxe RAM. Une réunion s'est tenue lundi 11 octobre dans la soirée à l'Hôtel du fleuve pour tenter de sauver le ministre Augustin Kibasa mais les députés se sont séparés en queue de poisson car la majorité d'entre eux s'oppose à toute idée

de maintenir cette taxe. La réponse du ministre des PTNTIC au sujet de la taxe RAM est attendue mercredi 13 octobre, indique l'Assemblée nationale qui invite les élus nationaux à une plénière.

Nord-Kivu : la synergie syndicale des écoles publiques décide de poursuivre le mouvement de grève. Et ce, jusqu'à ce que le gouvernement congolais réponde favorablement à leurs revendications. Ils exigent aussi la réactivation des enseignants grévistes qui ont été désactivés récemment par le ministre de l'EPST, avant toute reprise des cours. L'autorité provinciale du Nord-Kivu a échangé avec les grévistes. Mais aucun compromis n'a été trouvé.

Beni : l'armée lance la campagne de recrutement des jeunes. La campagne de recrutement des jeunes désireux de servir sous le drapeau après une formation dans les académies militaires a été lancée ce mardi 12 octobre à Beni. L'armée, c'est un service noble. Ne peut devenir soldat que celui qui aime son pays et qui a une bonne moralité.

Kinshasa : des entrepreneurs en atelier d'intégration du genre dans leur programme. Pour Awa Ndiaye Seck, la donne ''genre'' est essentielle dans la promotion des micros, petites et moyennes entreprises : « Il y a des défis auxquels ces femmes sont confrontées dans l'exercice de leurs activités. Des problèmes au niveau de la création de leurs entreprises, au niveau des taxes qui sont appliquées, mais également au niveau de manque de clarté dans certaines dispositions et dans certains processus. Un autre problème, ce sont les abus parce que certaines de ces femmes et la plupart, sont actives mais un peu dans l'informel. Elles se plaignent souvent des abus auxquels elles sont soumises, y compris les abus sexuels ».

Mercredi 13 octobre.

Haut-Katanga : suspension des autorisations d'importation et de commercialisation de 19 entreprises pétrolières. Cette décision fait suite à la demande l'Inspection générale des finances (IGF). L'IGF reproche aux entreprises concernées la contrebande et la fraude douanière qui fait perdre beaucoup d'argent au trésor public. Les dix-neuf entreprises concernées déclarent, pour leur part, qu'il n'y a jamais eu de fraude ni de contrebande. Elles déplorent cependant que l'IGF n'ait pas mis à leur disposition son rapport. Dans une correspondance adressée le 9 octobre dernier au ministre des Finances, ces entreprises sollicitent un moratoire d'une année au minimum pour qu'elles puissent régler les contentieux qui les opposent au gouvernement conformément à la loi.

Professeur Jean Kaswa : « Les Américains, les Canadiens, les Belges, les Français… se faisaient soigner au CNPP». Le Centre neuro-psycho-pathologique de Kinshasa est le plus grand hôpital psychiatrique de l'Afrique centrale. Il se trouve aujourd'hui en état d'abandon, alors que le nombre des personnes atteintes des troubles mentaux se multiplie dans le pays et ne bénéficient pas de soins appropriés. En marge de la journée de la santé mentale, célébrée le 10 octobre, Radio Okapi a abordé le chef du département de psychiatrie à la faculté des médecines de l'Université de Kinshasa et au CNPP, Jean Kaswa. « Le CNPP soignait tout le monde du monde entier : les Américains, les Canadiens, les Belges, les Français se faisaient soigner ici. Mais, le CNPP n'est pas connu », a-t-il déploré.

La route reliant les provinces du Kwilu et du Kwango devient impraticable. L'administrateur du territoire de Masimanimba, redoute la coupure totale de cette route dans les prochains jours. Selon lui, une coupure de cette route impacterait négativement l'économie de ces deux provinces. Si elle est coupée, il y aurait pénurie des produits agricoles dans les grands centres de consommation et même chose pour les produits manufacturés dans les villages. Cette pénurie affecterait l'économie des entités locales et causerait un manque à gagner pour l'économie de ces deux provinces.

Meurtre des experts de l'ONU : le journaliste Sosthène Kambindi bénéficie d'une liberté provisoire. Lors du procès de mardi dernier devant la cour militaire de l'ex-Kasaï-Occidental, Sosthène Kambidi était entendu comme renseignant, avec le prévenu Jean-Bosco Mukanda, sur les contacts entre eux et le partage d'informations autour de la mort de Zaida Catalan et Michael Charp. Le journaliste Sosthène a expliqué n'avoir pas eu un message de la part de M. Mukanda, sur ce meurtre. A cette audience, Sosthène Kambidi et les trois autres enseignants ont été de nouveau confrontés autour de la première vidéo sur la mort de Zaida Catalan et Michael Charp. Ben-Israël Ntumba, également journaliste, a expliqué n'avoir pas obtenu la vidéo. Il a plutôt indiqué l'avoir visualisée à l'Eglise à partir du téléphone de Roger Bushabu. Mais ce dernier a continué à nier, indiquant n'avoir pas été avec Ben-Israël Ntumba. De son côté, Me Prosper Kamalu cite toujours Ben Israël Ntumba et Roger Bushabu comme des personnes qui visualisaient la vidéo du meurtre. Il ajoute qu'il avait demandé ces images le jour suivant à Ben-Israël Ntumba, avant de faire appel au journaliste Sosthène Kambidi. Un autre prévenu qui a été entendu à cette audience, c'est Vincent Manga, autour du carnet de Zaidan Catalan retrouvé entre ses mains et les écrits qui y étaient. Les avocats du journaliste Sosthène Kambindi saluent la mise en liberté provisoire de leur client. Toutefois, ils disent constater qu'il est désormais inculpé pour abstention coupable, alors qu'il comparaissait comme renseignant sur le meurtre des experts de l'ONU.

Beni : le maire annonce une pénurie d'eau dans plusieurs quartiers. L'autorité urbaine a justifié cette pénurie par le fait que les équipements électro mécaniques de la Régie de distribution d'eau ont été immergés par l'eau après la pluie qui s'est abattue sur la ville lundi dernier. Cette situation a occasionné l'arrêt de l'usine. En attendant les travaux de réparation en cours d'exécution, le commissaire supérieur principal rassure la population de la disponibilité d'eau potable dans les quartiers desservis par l'usine Kalongo qui est fonctionnelle à savoir : quartiers Malepe, Butanuka, Benengule.

Le forum sur la cohésion nationale vise à renforcer le vivre ensemble (Pr Gerard Katunda). Le gouvernement de la RDC annonce « dans les prochains jours » l'organisation d'un Forum sur la cohésion et l'unité nationales. Selon Pr Gerard Katunda, directeur de cabinet de la ministre près le Président de la République, ces assises seront organisées notamment pour trouver des stratégies efficaces de conscientisation et de renforcement du vouloir vivre ensemble. Selon lui, le forum sur la cohésion nationale n'a rien à voir avec des forums passés, « où des gens viendraient pour des partages des postes de responsabilité ». Il indique que ce forum sera représentatif de toutes les couches de la population, selon les différents secteurs d'activités.

Dossier RAM : la motion de défiance contre Kibassa Maliba rejetée, à l'Assemblée nationale. Pour le député Kayembe, il faut d'abord laisser le ministre Kibassa répondre à la question orale avec début au lieu d'initier une motion de défiance. Il a plaidé pour la non-considération de la motion de défiance, au moment où une autre procédure parlementaire est en cours. Mais les députés de l'opposition n'ont pas bien digéré cette procédure. Une bagarre s'en est suivie entre les élus nationaux du Front commun pour le Congo et ceux de l'Union sacrée. Malgré cette altercation, le président de l'Assemblée nationale, a poursuivi avec le débat. Il s'apprêtait à donner la parole au ministre de PTNTIC pour sa réplique sur la taxe RAM, mais une motion incidentielle du député Kayembe a surgi. L'opposition n'étant pas d'accord estime que la motion de défiance prime sur toute autre procédure parlementaire en cours.

Ebola à Beni : le maire invite la population à se faire vacciner « immédiatement », une fois en contact avec la maladie à virus Ebola. Dans son message adressé, mardi 12 octobre à la population, il a aussi demandé à tous les habitants de recevoir et faciliter le travail des acteurs de santé qui viennent pour arrêter la propagation de cette maladie. L'épidémie à virus Ebola a resurgi dans la zone de santé de Beni depuis le 8 octobre. La précédente épidémie d'Ebola dans la province du Nord-Kivu avait été déclarée le 7 février, avec 12 cas, dont six décès, et sa fin déclarée, trois mois plus tard, le 3 mai. **Nord-Kivu : début de la vaccination contre Ebola.** Les personnes à risque, parmi lesquelles les contacts du cas confirmé et les premiers intervenants, seront vaccinées dans le cadre d'une action entreprise par les autorités sanitaires. Environ 1000 doses du vaccin anti-Ebola RVSV-ZEBOV ont été livrées de Kinshasa à Goma, dans le Nord-Kivu, et près de 200 doses ont été envoyées jusqu'à Beni, près de l'aire de santé de Butsili où le cas confirmé a été détecté. **Ebola à Beni : le staff de l'hôpital général de référence "inquiet" de la résurgence de la maladie en cette période de grève.** Pour le médecin directeur de cette formation médicale, cette situation peut influer négativement sur la prise en charge efficace des malades confirmés d'Ebola. Selon lui, il faut « un consensus et une grande partie de la volonté de tout un chacun, notamment le staff infirmier et le corps médical, pour arriver à se dépasser par rapport au mouvement de grève pour essayer de booster d'une façon musclée cette épidémie. C'est très préoccupant parce que les revendications n'ont pas encore trouvé gain de cause ». Il en appelle à la bonne foi des grévistes et du gouvernement.

La RDC et les Emirats arabes unis s'engagent à faciliter la collaboration douanière et la protection des investissements. La RDC et les Émirats Arabes Unis ont signé le 12 octobre à Dubaï des accords portant sur la non double imposition, la protection des investissements et la création d'une commission mixte RDC-Émirats Arabes Unis. Outre la présidence, la partie congolaise était représentée par le ministère congolais de l'Urbanisme et le ministère des Ressources hydrauliques. Ces derniers ont conclu indépendamment des partenariats avec des compagnies privées. Au total, la RDC et les Emirats arabes unis ont signé sept protocoles qui s'ajoutent à l'engagement émiratis d'1 milliard USD d'investissements en RDC et un don direct de trente blindés tactiques pour les troupes combattantes des Fardc.

PHARMAKINA présente Carbokina, nouveau produit contre l'intoxication et l'empoisonnement. « Vous avez des intoxications du genre que vous avez pris une mauvaise salade et vous avez des germes dans votre corps et lorsque vous avez une indigestion pareille, le charbon actif c'est votre premier allié. Vous avez d'autres cas d'intoxications de l'ordre de la criminalité, vous buvez un poison qui a la propriété de mettre vos organes en danger et qui peut même aller jusqu'au décès », a poursuivi le pharmacien central de la Pharmakina/Bukavu. Pour lui, Carbokina est une réponse concrète à tous ces problèmes d'intoxication et des cas extrêmes d'empoisonnement. Il conseille cependant de réagir rapidement. Le prix d'une boîte de 50 comprimés varie entre 3 et 5 USD.

Procès Chebeya/Bazana : l'un des prévenus affirme avoir tué les deux hommes. Le policier Jacques Mugabo a créé une surprise et un émoi auprès des juges et à l'assistance à l'audience publique de ce mercredi 13 octobre devant la Haute Cour militaire à la prison militaire de Ndolo. « J'ai participé à leur mise à mort. Après les avoir tués, nous avions acheminé le corps inerte de Chebeya à bord de sa voiture que nous avions abandonné au bord de la route vers Mitendi.

Et le corps de Bazana, nous l'avions enterré dans la ferme privée du général Djadjidja. Tout se faisait sur ordre de Christian Ngoy Kenga Kenga, de qui je répondais au sein du bataillon Simba, sous l'autorité de John Numbi et Daniel Mukalayi. Après le crime, nous sommes allés à la résidence de Mukalayi pour fêter et chacun des meurtriers a été récompensé de 50 USD»

Nord-Kivu : 178 ONG contestent le projet de construction d'une institution universitaire dans les Virunga. Cent septante huit ONG environnementales et de défense des droits humains s'opposent au projet de la construction de l'Institut supérieur technique d'aquaculture, de pêche et de tourisme à Kyavinyonge, à l'intérieur du Parc national des Virunga. Ces ONG contestent l'arrêté du ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU) du 13 août 2021 créant cette université. Ce projet de construction constitue une menace sérieuse pour l'intégrité du Parc national des Virunga.

Nord-Kivu : la société civile "préoccupée" par la présence de nouveaux groupes armés à Lubero. La société civile alerte sur la présence d'un groupe non encore identifié, visible depuis quelques jours au village Ngongo, près de Lubero. Cette milice disposerait d'une cinquantaine d'hommes armés. Il y a environ un mois, d'autres hommes armés étaient de passage au niveau du village Kivale, toujours dans la chefferie de Batangi. Leur provenance et leur destination ne sont pas connues. Le président de cette structure citoyenne affirme que cette situation crée de la psychose au sein de la population. Pour lui ces différents groupes seraient formés par des éléments incontrôlés, issus des anciens groupes dont les leaders ont été sensibilisés et ont même marqué leur accord pour le processus de paix. Cela serait une conséquence de la lenteur de ce processus, ajoute-t-il.

Khassim Diagne : « La paix ne se construit pas facilement. Elle doit être bâtie, nourrie, par tout un chacun ». Pour le numéro 2 de la Monusco, ce sont les communautés elles-mêmes, les Congolais eux-mêmes, qui doivent faire ce travail de bâtir la paix, trouver les solutions pour rétablir la confiance entre les communautés et la coexistence pacifique. Il a ajouté que les bonnes volontés auront tout le soutien de la mission. Il a condamné, la diffusion des appels à la haine, qui n'a d'autres effets que d'enraciner encore davantage la violence. Les conflits ne peuvent pas être résolus par la force uniquement. Une paix durable ne peut pas être imposée par les fusils : elle se gagne aussi en tendant la main aux bonnes volontés, a conclu Khassim Diagne.

Beni : le service de protection civile manque des moyens pour réduire les risques de catastrophe. A l'occasion de la journée internationale pour la réduction des risques de catastrophe célébrée ce 13 octobre, le coordonnateur de la protection civile ville de Beni, Jean-Paul Kapitula a déclaré que son service n'a pas des moyens suffisants pour répondre aux catastrophes auxquelles Beni est confrontée entre autres, la guerre, les inondations, les incendies.

Pollution de la rivière Kasaï : les poissons et autres espèces aquatiques trouvent refuge ailleurs. Les poissons et autres espèces aquatiques ont quitté la rivière Kasaï, dans la province du Kwilu, à la suite de la destruction de leur biotope par des substances toxiques dernièrement versées sur cette rivière depuis l'Angola par une industrie. C'est ce qu'a déclaré le chef de bureau du service du système d'informations géographiques du ministère provincial de l'Environnement, Malonga Kulibali. Il invite ainsi le gouvernement central à prendre des dispositions pour assister la population victime et exige la réparation du préjudice causé par cette pollution.

Jeudi 14 octobre.

Assemblée nationale : la commission paritaire chargée d'examiner les candidatures à la Ceni dépose son rapport. Le président de cette commission avait fait remarquer que sa commission avait décidé d'avancer ; malgré les pesanteurs constatées au sein de la plateforme des confessions religieuses. En fait, la plateforme qui a la charge de désignation le successeur de Corneille Nangaa à la tête de la Ceni n'a pas été capable de parler d'une seule voix et se mettre d'accord autour d'une candidature. L'Assemblée nationale avait alors mis en place, le 1er août, la commission paritaire mixte Majorité-Opposition. Le président de la chambre basse, Christophe Mboso, avait ignoré les revendications de l'opposition et a soumis la mise en place de cette commission à l'approbation de la plénière. Le FCC avait claqué la porte de la commission. Les députés des groupes parlementaires MS-G7 et AMK et alliés avaient aussi rejeté la mise en place de cette commission. L'Eglise catholique et l'Eglise du Christ au Congo (ECC) ont, dans une lettre adressée le 14 août au président de l'Assemblée nationale, indiqué qu'elles ne participeraient pas aux travaux de la commission paritaire instituée par l'Assemblé nationale qui avait pour mission de décanter l'impasse persistante entre les confessions religieuses, pour la désignation du candidat consensuel à la présidence de la Ceni.

Dépolitisation de la Ceni et élections de 2023 : une délégation de Lamuka reçue au Parlement européen. « La séance de travail a tourné autour des questions liées aux droits humains en RDC. Les manifestations pacifiques de Lamuka ont été réprimées. Lors de notre séance de travail avec les responsables des droits humains, nous leur avons demandé de rappeler à la RDC ses engagements, parmi lesquels le respect des droits humains. Nous avons aussi

demandé les sanctions ciblées contre les responsables de différentes répressions », le chargé des relations extérieures de Lamuka,

Unicef déploie des équipements pour lutter contre Ebola à Beni. Ces fournitures et équipements seront déployés dans les centres de santé et communautés. Outre ces fournitures et équipements, l'Unicef a envoyé du personnel supplémentaire à Beni pour travailler avec les autorités sanitaires locales et les communautés. Ainsi, un réseau de treize « cellules d'animation communautaire », accompagne les autorités sanitaires dans leurs efforts de suivi pour identifier les personnes ayant été en contact avec les cas confirmés ou probables d'Ebola. D'autre part, le Fonds des Nation unies pour l'enfance a déjà mobilisé 550 000 dollars américains de ses propres fonds pour lancer les différentes interventions dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, de la nutrition, de la communication pour le développement et de la protection, y compris des mesures visant à prévenir l'exploitation et les « abus sexuels » dans le cadre de l'intervention. **Beni : un deuxième décès enregistré**. Il s'agit d'une femme âgée de 42 ans ayant un lien épidémiologique et familial avec le premier cas de décès, un enfant de deux ans, enregistré le 6 octobre. Les personnes à risque sont vaccinées en premier parmi lesquelles les contacts du premier cas confirmé, afin d'endiguer la propagation du virus.

Uvira : un civil tué dans des combats entre Maï-Maï et Twirwaneho à Bibokoboko. Un civil a été tué et deux autres grièvement blessés ainsi que des maisons incendiées, lors des affrontements signalés mercredi 13 octobre entre les Maï-Maï Biloze Bishambuke et Twirwaneho. C'est la coalition des Maï-Maï Ebwela et Biloze Bishambuke qui a lancé simultanément cette offensive vers 6 heures du matin sur Bibokoboko et ses environs sur les positions des Twirwaneho.

Goma : environ 290 personnes interpellées et des armes saisies lors d'un bouclage. Des armes et des chargeurs garnies de balles, ainsi qu'un camion chargé de bâches militaires et plusieurs motos utilisées par les présumés bandits urbains ont été récupérés par les Fardc. 296 personnes ont été aussi interpellées le13 octobre, lors d'un bouclage à Kyeshero, un quartier périphérique de la ville de Goma (Nord-Kivu). Parmi les deux cent quatre-vingt-six personnes interpellées, figurent six présumés sujets rwandais, trois policiers et neuf militaires, selon le secteur opérationnel Sukola 2. Ce bouclage a été organisé en réponse à une « recrudescence des cas de banditisme », dans cette partie de la ville de Goma.

Kinshasa : début de la construction d'un laboratoire de formation hydro-électrique à l'INPP. Le projet vise à augmenter le taux d'accès à l'électricité dans la province de Kinshasa et dans le milieu urbano-rural. Ainsi par le biais de partenariat avec le PNUD, « nous apportons notre contribution au processus de mise en œuvre de l'objectif 7 du développement durable relatif à l'accès à l'énergie pour tous par l'entremise de la formation d'une main d'œuvre qualifiée dans le secteur de l'électricité et plus particulièrement à l'énergie renouvelable en République démocratique du Congo », a expliqué directeur général intérimaire de l'Institut national de préparation professionnelle.

Naufrage de Bumba : André-Alain Atundu interpelle les autorités compétentes. Dans un communiqué publié le 13 octobre à Kinshasa, l'ambassadeur André-Alain Atundu se dit révolté par le naufrage d'un convoi de pirogues motorisées, survenu le 6 octobre à Bumba, ayant coûté la vie à plus d'une cinquantaine de personnes. Il appelle le ministre des Transports à sévir contre le commandant de ce convoi et la négligence des autorités fluviales pour que pareille drame ne se répète plus. **Mongala: Jean-Pierre Lihau à Bumba pour consoler les victimes du naufrage.** Le vice-premier ministre à la Fonction publique, conduit une délégation du gouvernement central, qui est allée exprimer sa compassion aux victimes du naufrage de la semaine dernière et à leurs familles. Le dernier bilan en date fait état d'une soixantaine des corps repêchés et enterrés, ainsi que de quelques rescapés et une centaine des disparus. Mais les familles éplorées sont encore loin de se remettre de leur peine. Au-delà du message de compassion, la plupart des victimes disent attendre une assistance matérielle et financière du gouvernement congolais.

La CENCO disposée pour désigner les membres de la Ceni (Mgr Utembi). Les confessions religieuses ne sont pas parvenues à un consensus autour d'un candidat à la présidence de la Ceni. A la question de savoir pourquoi elles ne sont passées au vote comme le prévoit leur charte, le président de la Cenco a indiqué que « le vote comme mode décision ne peut intervenir qu'en dernier ressort si toutes les conditions sont réunies ». « Lorsqu'on s'aperçoit qu'en amont il y a des personnes qui développent des manœuvres qui vont à l'encontre de la vérité, qui vont à l'encontre d'une valeur morale, on ne peut pas arriver à organiser un quelconque vote. Nous en sommes arrivés à ce niveau-là », a rétorqué Mgr Utembi.
Il a expliqué notamment que, selon la loi organique de la Ceni, ne peuvent participer à ce processus que les « membres de la société civile et des confessions religieuses ayant une expérience avérée en matière électorale ». Ce qui n'est pas le cas pour les six autres confessions religieuses. Par ailleurs, il exhorte la population à la vigilance pour, dit-il, qu'aucune personne ni institution ne puisse lui ravir sa souveraineté dans la gestion de la Ceni. Le processus étant actuellement en impasse, Mgr Marcel Utembi suggère par ailleurs la poursuite des opérations techniques par le secrétariat de la CENI, en vue d'éviter le retard dans la préparation des élections de 2023 au pays.

Procès Chebeya et Bazana : la partie civile se réjouit des aveux du policier Mugabo. La partie civile au procès Floribert Chebeya et Fidèle Bazana se dit réconfortée par les aveux faits par l'un des exécutants des activistes de droits de l'homme lors de l'audience du 13 octobre à la prison militaire de Ndolo à Kinshasa. Devant la Haute Cour militaire, le policier Jacques Mugabo a affirmé avoir tué les deux activistes des droits de l'homme. Mais, tout n'a pas été dit. Ils attendent le prévenu mercredi prochain pour lui poser des questions sur les zones d'ombre concernant ses aveux.

Mbuji-Mayi : 10 policiers blessés lors des affrontements avec des jeunes délinquants. Les jeunes gens du quartier de Matshipisha à Mbuji-Mayi se sont attaqués aux policiers venus faire un bouclage dans leur quartier. Lors de ces affrontements survenus au soir du 13 octobre, dix policiers ont été grièvement blessés, dont quatre se trouvent dans un état critique. Deux armes de guerre ont été extorquées de mains des policiers par les jeunes et une quarantaine de personnes ont été interpellés au commissariat provincial de la police.

Nouveau mandat pour Amos Mbayo à la tête du COC. Amos Mbayo Kitenge a été reconduit ce jeudi 14 octobre à Kinshasa, à la tête du Comité olympique congolais (COC) avec 65 voix sur 70 votants. Seul candidat à ce poste, le président de la fédération congolaise de handball (FECOHAND) occupe ce fauteuil depuis avril 2010 lors d'une élection partielle, en remplacement de Jean Beya wa Kabeya qui a été radié en novembre 2009 du mouvement sportif congolais pour "mauvaise gestion".

Kinshasa : les travaux de construction du grand marché "Zando" n'ont toujours pas débuté. Le grand espace qui abritait les pavillons s'est transformé en latrine, dégageant ainsi une odeur nauséabonde insupportable. Vendeurs et acheteurs évoluent dans une promiscuité qui ne respecte pas les mesures barrières édictées par les autorités. Les vendeurs disent être abandonnés à leur triste sort. Le président du syndicat des vendeurs du grand marché, a demandé le remboursement des biens des commerçants détruits dans les entrepôts lors de la démolition des pavillons par les autorités de la ville. Les travaux de construction ont été confiés à l'entreprise Sodema, avec un financement de FBN BANK RDC.

Ituri : plus de 100 000 personnes ont fui les attaques à répétition des groupes armés à Komanda. Selon OCHA, environ 95% de la population de Komanda est en déplacement. D'autres continuent à vider le milieu. Ces déplacés sont éparpillés sur trois axes : Irumu-centre, Marabo, Nyakunde et Bunia. Certains sur le tronçon Komanda-Mambasa dans les localités de Mungamba, Lolwa et Biakato. D'autres en chefferie de Walendu Bindi dans les villages de Bukiringi et Aveba. D'après la même source, ces personnes vivent dans des conditions difficiles : pas de nourriture, pas de médicaments, pas d'eau ni d'abris. Les sources locales renseignent par ailleurs, dans certains centres de santé notamment ceux de Marabo et Nyakunde, il y a rupture totale de médicaments. Pour OCHA, le risque de maladie est très élevé dans cette région et nécessite une réponse humanitaire d'urgence.

Maniema : 13 233 diplômes de l'année scolaire 2019-2020 disponibles. L'inspecteur principal provincial de la province éducationnelle Maniema a également annoncé que le retrait de ces diplômes est gratuit : « le ministre de l'EPST) nous a recommandé de remettre gratuitement les diplômes de 2020. Comme vous l'avez constaté, je crois à travers la note que nous avons affichée ici, il en sera de même pour 2021 ».

Rutshuru : la Monusco construit un bâtiment administratif pour le groupement Mutanda. Ce projet à impact rapide a été initié par la section des Affaires civiles de la Monusco/Goma, pour un coût de 46 000 USD. Avec 12 bureaux, plus des installations sanitaires, internes et externes, cette infrastructure va permettre de rapprocher les administrés des autorités locales. Mais aussi de contribuer au rétablissement de la sécurité, a souligné le délégué du représentant spécial adjoint de la Monusco. En plus des équipements, les agents qui utiliseront ces bureaux seront également formés sur des notions de gestion administrative par la Monusco.

Sud-Kivu : les acteurs du secteur minier réfléchissent sur la validation des sites durables. Cette table ronde est organisée par le comité provincial de suivi des activités minières et un consortium d'ONG regroupé au sein du projet "Maadini Kwa Amani na Maendeleo". L'objectif visé est d'améliorer la chaîne d'approvisionnement de coltan, cassitérite, wolframite (3T) et l'or, les minerais les plus exploités dans la région. Face à une absence des industriels miniers, la plupart de l'exploitation dans la région est assurée par les creuseurs regroupés au sein des coopératives minières. Selon le coordonnateur de l'observatoire gouvernance et paix, il est crucial que les sites miniers accèdent au statut vert pour déterminer l'origine des minerais, empêcher la commercialisation des minerais de conflits, mais aussi, pour lutter contre la fraude qui gangrène le secteur minier au Sud-Kivu. Ce qui donnera une valeur ajoutée sur le marché international.
Sur 1 051 sites miniers qui sont répertoriés dans le Sud-Kivu, seuls 130 sites miniers sont validés.

Vendredi 15 octobre.

Sama Lukonde lance le projet "Zéro trou" pour endiguer les embouteillages à Kinshasa. Ce projet vise à éradiquer les embouteillages et bouchons, devenus récurrents dans cette ville et cultiver le civisme routier auprès des conducteurs automobiles. « Nous démontrons ici une ambition, un objectif, parce que comme vous l'avez suivi récemment lors de notre dernier Conseil des ministres, le Président de la République est revenu sur la problématique des embouteillages et des bouchons dans la ville de Kinshasa. Mais au-delà de ça, le problème de civisme routier. Et donc parmi les causes qui sont données de différents bouchons et embouteillages dans la ville de Kinshasa, c'est d'abord l'incivisme routier des uns et des autres. C'est le problème de la circulation routière, tel qu'assurée par notre Police de circulation routière qui doit être redynamisée » explique le Premier ministre. Il évoque aussi la question de voiries à Kinshasa, qui doivent complétement être réhabilitées pour éviter les multiples bouchons auxquels on assiste dans la ville.

La redevance touristique passe de 170 à 600 000 USD grâce à la numérisation. Cette révélation a été faite jeudi 14 octobre à Kolwezi au Lualaba par le ministre du Tourisme, à la clôture de la semaine congolaise du tourisme. De manière électronique, les sociétés d'aviation virent automatiquement dans les caisses de l'Office national du tourisme (ONT), a-t-il poursuivi. « Plus nous allons lutter contre le détournement et le vol des Fonds de promotion du tourisme (FPT), plus nous allons faire un plus dans ce secteur. Parce que le budget de notre pays est encore minime pour penser à investir massivement dans les infrastructures touristiques ».

Kinshasa : ouverture du forum de validation du document de politique scientifique nationale. « Durant trois jours, les participants, chercheurs, ascientifiques, sélectionnés sur base de leurs compétences respectives vont apporter leurs contributions pour un aboutissement de ce long périple qui a commencé 2015 en votant pour ce pays, une politique scientifique », a indiqué le ministre de la Recherche scientifique. Pour El Hadj Meissa Diop, délégué du représentant de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en RDC, la section science de cette organisation s'est donné la mission de promouvoir et d'encourager la participation des jeunes et des femmes pour le développement.

Assemblée nationale : une plénière consacrée à l'audition du rapport de la commission paritaire sur la Ceni. Cette commission a remis son rapport le 13 octobre au président de l'Assemblée nationale. Le président de cette commission, avait fait remarquer au début des travaux que sa commission avait décidé d'avancer, malgré les pesanteurs constatées au sein de la plateforme des confessions religieuses. « L'article 12 de la loi organique portant organisation et fonctionnement de la Ceni, la commission paritaire doit avoir un nombre égal des députés de la majorité et de l'opposition. Celle-ci est monocolore. Aucun député d l'opposition n'y a pris part. Ce rapport est nul et de nul effet. La démocratie est en danger » a dénoncé la député Geneviève Inagosi du Front commun pour le Congo.

Butembo : 21 morts dans 300 accidents de route enregistrés en 3 mois (CNPR). Vingt-et-une personnes sont mortes dans ces accidents, qui ont fait quatre-vingt-quatre blessés graves et cent et onze légers. Il y a eu également trente-sept motos endommagées et vingt véhicules légèrement endommagés. Les causes de ces accidents récurrents : « L'ivresse au volant est la cause principale. La troisième cause, c'est l'ignorance du code de la route ».

Meurtre des deux experts de l'ONU : les avocats suspendent leur participation au procès. La cour militaire a constaté que les prévenus n'étaient pas assistés de leurs avocats. Ces derniers, à travers le barreau du Kasaï-Central, ont suspendu leurs prestations pour demander la mise en liberté de leur confrère, Me Prosper Kamalu. Me Prosper Kamalu a été entendu en rapport avec la vidéo sur la mise à mort de Zaida Catalan et Michael Charp. Dans une lettre adressée au premier président de la cour militaire, le bâtonnier Christophe Kawaya soutient que la procédure ne prévoit pas la détention d'un renseignant. Me Prosper Kamalu fait partie de quatre derniers renseignants arrêtés dans le dossier du meurtre de deux experts. Déjà, le journaliste Sosthène Kambidi a bénéficié d'une liberté provisoire. Le mardi 05 aout à la Cour militaire. Me Prosper Kamalu et Roger Bashabu avaient été entendus comme renseignants. Ils avaient été confrontés aux journalistes Sosthène Kambidi et Ben Israël qui les avait pointés comme les personnes par qui la vidéo sur le meurtre des experts était passée pour la première fois, avant que celle-ci ne parvienne à l'ancien gouverneur Justin Milonga.

Beni : 8ème anniversaire des massacres de 30 civils par les ADF. A cette occasion, le président de la coordination urbaine de la société civile/Beni, pense qu'il est temps que la population brise un esprit de haine pour renforcer plutôt son mariage avec les services de sécurité. Il recommande au gouvernement de s'activer pour pacifier la région : « Ce qu'il faut faire, c'est de voir les causes profondes de la guerre et quelles sont les pistes de solution pour que la paix revienne ». Il interpelle tous les partenaires de la RDC, la Communauté internationale, pour mener des enquêtes sérieuses, approfondies pour que cette « barbarie cesse dans notre pays ». Au premier jour de ces séries de massacres, une trentaine de civils avaient été abattus par les ADF à Ngadi, un quartier de la commune de Rwenzori, dans la ville de Beni.

Sud-Ubangi : 12 morts dans les tensions communautaires. Une nouvelle tension a éclaté depuis le mardi 12 octobre entre les Ngbanda et deux groupements frontaliers établis respectivement dans les territoires de Kungu et de Gemena au Sud-Ubangi. Cette tension fait suite à un conflit foncier qui remonte à 2015.Les ressortissants de Ngbanda, dans le territoire de Kungu, sont allés pourchasser l'épouse et les ouvriers d'un député provincial de Boduma, dans sa plantation café, au groupement Lingotebe territoire de Gemena. Dans leur furie, ils se sont également saisis d'un jeune élève de Boduma qu'ils ont tué et mutilé, avant d'incendier quarante-et-une cases de leurs voisins. En représailles, les Boduma sont allés attaquer les Ngbanda. Ils ont incendié une trentaine des cases et tué trois villageois. Trois autres expéditionnaires Boduma ont également été tués. Les forces de l'ordre, se sont déployées en interposition entre les deux parties.

L'Assemblée nationale autorise la 10ème prorogation de l'état de siège. Après examen et adoption du projet de loi portant autorisation de la prorogation de l'état de siège sur une partie du territoire national, 275 députés sur les 284 présents à la plénières ont voté oui et 8 autres ont voté non et 1 seul s'est abstenu. **Bilan état de siège**. En cinq mois d'état de siège, il y a eu plusieurs cas de « reddition des combattants, la libération d'axes routiers longtemps fermés, le basculement des zones de conflits vers le Nord-est du pays » C'est ce qui justifie la baisse d'activités de ces traitres du pays dans la province du Nord-Kivu par rapport à l'Ituri, où l'ennemi a basculé.

Butembo : ville morte en mémoire des victimes de massacres de Beni. Il s'agit d'une journée ville morte initiée par des groupes de pression. Déjà tôt le matin ce vendredi dans les périphéries de la ville, quelques barricades ont été placées et des pneus brûlés sur la voie publique par des jeunes manifestants. Les forces de l'ordre, déployées dans tous les endroits stratégiques de la ville, sont intervenues pour dégager la route et rétablir l'ordre public, en tirant en l'air pour disperser les manifestants. Le commissaire supérieur principal a signalé quelques interpellations parmi les manifestants.

Likasi : fin des consultations médicales gratuites des victimes de la pollution minière. Le 10 septembre, il y avait eu un grand tourbillon à travers toutes les quatre communes de la ville. Dans la commune de Panda, ceux qui habitent près du bassin de rejet d'une entreprise minière ont été le plus touchés. Les malades ont été consultés et soignés. Au cours de cette consultation, d'autres pathologies ont été découvertes sur certaines personnes mais qui n'avaient rien à avoir avec cette pollution. Les malades ont été orientés vers les centres de prise en charge, notamment contre la tuberculose.

Sud-Kivu : des villages de Bibokoboko occupés par des Maï-Maï Biloze Bishambuke et Yakutumba. Une accalmie a été observée ce vendredi 15 octobre dans les moyens plateaux de Bibokoboko, au nord-ouest de la ville de Baraka, au Sud-Kivu. Durant deux jours, du mercredi 13 au jeudi 14 octobre, au moins douze villages ont subi les incursions des combattants de la coalition Maï-Maï, Biloze bishambuke et Yakutumba. Mercredi dernier, les Maï-Maï ont pris le contrôle et établi leurs positions dans les villages de Magunga, Muhebwa et Ngando. Après des violents combats de jeudi au village de Kabara entre les Maï-Maï Biloze bishambuke et les Gumino/Twirwaneho, les miliciens se sont déployés ce vendredi, vers Kabembwe, dans le secteur de Tanganyika, dans le territoire de Fizi. Les Fardc déployées en renfort dans la zone, le mercredi pour contrer l'action des combattants de la coalition Maï-Maï dans la zone, se sont repliées. Selon nos sources au sein de l'armée, il s'agissait d'un repli « stratégique » pour préparer une « nouvelle offensive ».
Le bilan des attaques. Le chef local de Bibokoboko a fourni le bilan de quatre civils tués par balle le mercredi et quatre autres blessés. **Déplacement des populations.** Le chef local de Bibokoboko, lui-même en fuite, affirme que plusieurs centaines d'habitants ont déserté avec lui, pour se réfugier dans des milieux plus sûrs, notamment dans la ville de Baraka et les environs. Des sources locales intervenant dans la région affirment que les enfants, les femmes, les personnes vivant avec handicap ainsi que les personnes âgées se trouvent dans des conditions difficiles dans les différents milieux de refuge.
Des menaces contre les déplacés. Par ailleurs, le maire Baraka, a appelé la population civile locale à ne pas provoquer les déplacés. En effet, pendant leur arrivée en provenance de moyens plateaux, les déplacés internes, en majorité membres de la communauté banyamulenge, ont subi des humiliations, des menaces de la part des habitants de Baraka qui scandaient des chansons hostiles à la cohabitation pacifique. La société civile appelle la population à la tolérance pour préserver un climat de paix dans la ville. **Manipulation politique**. Les hostilités sont montées d'un cran à peine un mois, lorsque la région du sud de la province du Sud-Kivu a été secouée par de messages et discours de haine ethnique et la manipulation politique, chaque leader voulant se confirmer au niveau de sa base en prévision du programme DDRC-S. Ces groupes armés locaux ont donc profité du relèvement des troupes gouvernementales dans la zone pour essayer d'étendre le contrôle dans la zone.

Bunia : la société civile demande l'accélération du processus DDRC-S. Depuis plusieurs jours, certains habitants du secteur de Walendu Djatsi vivent avec la peur à cause de l'activisme des miliciens de la Codeco, éparpillés aux

alentours des centres commerciaux de Kobu et Bambu dans le territoire de Djugu. Selon la société civile locale, plus de quatre cents enfants courent actuellement le risque de malnutrition à cause des violences causées par ces hors la loi dans et autour de ce centre de négoce. Le président de la société civile, plaide pour l'accélération du processus de la DDRC-S, afin que règne la paix dans ce secteur et sensibilise ses membres à soutenir les efforts de pacification de cette chefferie.

Ituri : trois services de l'Etat « illégalement installés » à Bunia interdits de fonctionner, sont : La Direction générale des douanes et accises (DGDA) ; La Commission nationale de prévention routière (CNPR) ; Transport et voies de communication. Certains agents ont été mis à la disposition de l'auditorat supérieur militaire pour des enquêtes sur l'utilisation des recettes générées par ces services. Ces services sont également accusés de percevoir des taxes illégalement auprès des propriétaires des véhicules.

Kasaï-Central : Stéphane Muanda et Jérôme Muntu en lice pour la présidence du bureau de l'assemblée provinciale. Les élections pour désigner les membres du bureau de l'organe délibérant sont prévues samedi 16 octobre. Le dépôt de candidatures à différents postes s'est clôturé jeudi 14 octobre. Sur la liste publiée par le bureau d'âge, plus d'une dizaine de candidats, dont trois femmes, sont en lice pour cinq postes.

Assemblée nationale : report de la plénière sur l'entérinement des membres de la Ceni. Elle était consacrée à l'examen du rapport de la Commission paritaire majorité-opposition sur l'entérinement des membres de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Le Front commun pour le Congo (FCC) de Joseph Kabila et l'Ensemble pour la République de Moïse Katumbi ont rejeté le rapport de la Commission, estimant que tout le processus a été biaisé. Dans leurs déclarations successives, ces deux familles politiques dénoncent notamment le manque de consensus, la violation de l'article 53 du Règlement intérieur en rapport avec le président de cette commission ainsi que l'absence de l'opposition dans la composition de cette commission. Ce processus d'entérinement est aussi protesté par la Cenco, l'ECC, ainsi que Lamuka de Martin Fayulu.

Nord-Kivu: les États-Unis offrent du matériel de surveillance volcanique à l'Observatoire de Goma. Le service géologique des Etats-Unis, à travers l'agence américaine de développement (USAID) a remis jeudi 14 octobre à Goma (Nord-Kivu) les équipements de surveillance des volcans à l'observatoire volcanologique de Goma (OVG). Il s'agit d'un don du matériel scientifique de 200 kilos.

Maniema : deux ministres provinciaux suspendus. Le gouverneur intérimaire du Maniema a suspendu de leurs fonctions les ministres provinciaux des Finances, et des Mines. Il reproche au ministre des Finances, Justice et Droits humains le fait de pouvoir s'immiscer dans la procédure de vente des plaques minéralogiques en violation de l'édit fixant les règles de perception des droits, taxes et redevances provinciaux dans la province et reproche au ministre des Mines, Energie et hydrocarbure d'avoir manifesté l'irrespect au devoir de collégialité et de solidarité gouvernementales, notamment dans la cacophonie entretenue dans la mise en œuvre du système de libre circulation des mines dans les provinces de l'est de la RDC officiellement autorisée par le ministre des Mines.